

Louvain School of Management

Le protectionnisme dans l'Union Européenne concernant l'industrie alimentaire est-il possible et avantageux ?

Auteure : Declercq Gaëlle
Promoteur : Cornuel Éric
Année académique 2023-2024
Travail de fin d'études en vue d'obtenir le titre académique de Master
en Sciences Économiques, orientation générale, à finalité spécialisée
Horaire de jour

Déclaration relative à l'utilisation d'outils d'IA dans le cadre d'un mémoire de master

Nous reconnaissons que les outils d'IA peuvent être des aides précieuses pendant le travail de mémoire de master, mais ils ne sont pas infallibles. N'oubliez pas que la transparence favorise la confiance et que la reconnaissance du rôle de l'IA renforce la crédibilité de votre travail.

Par conséquent, lorsque vous décidez d'utiliser un tel outil, vous devez adhérer aux principes suivants d'utilisation responsable de l'IA.

1. Évaluation critique :

- Nous avons évalué de manière critique les résultats générés par l'IA, en veillant à ce qu'ils correspondent à nos objectifs de recherche.
- Toute modification ou correction a été apportée sur la base de notre expertise et de notre connaissance du domaine.

2. Transparence :

- Nous reconnaissons l'utilisation de ChatGPT de manière transparente, en soulignant qu'il a contribué à notre travail mais n'a pas remplacé le jugement humain.
- Notre engagement à la transparence garantit l'intégrité de cette thèse.

3. Considérations éthiques :

- Nous avons activement surveillé les biais ou les conséquences involontaires introduits par l'outil d'IA.
- Notre responsabilité éthique a guidé nos décisions tout au long du processus de recherche.

Déclaration (Cette déclaration est obligatoire et doit figurer sur la première page (après la page de titre) du document.

Au cours de la préparation de ce mémoire de maîtrise, l'auteur a utilisé ChatGPT dans les buts suivants :

1. **Syntaxe** : Pour la revue littéraire, j'ai demandé à ChatGPT de paraphraser certaines phrases pour améliorer la syntaxe.

2. **Orthographe** : Pour la revue littéraire, j'ai vérifié l'orthographe avec ChatGPT.

Après avoir utilisé ChatGPT, le(s) auteur(s) a (ont) révisé et édité avec diligence le contenu produit par l'outil. Nous assumons l'entière responsabilité du contenu final présenté dans cette thèse.

En signant cette déclaration, nous affirmons que le contenu de ce mémoire de maîtrise reflète notre travail original, augmenté par l'utilisation responsable de l'IA.

27/05/2024



Résumé

À quel point l'Europe est-elle dépendante du reste du monde dans l'industrie agroalimentaire ? Un protectionnisme européen est-il possible et avantageux afin de réduire cette dépendance ?

Au départ, l'Europe a un excédent de surface cultivable et pourrait donc être autosuffisante. Les échanges intra-européens sont favorisés par rapport aux échanges extra-européens par la proximité géographique et le libre échange européen. Cependant, les crises, l'augmentation des prix, les ressources limitées, le réchauffement climatique et l'expansion démographique baissent la quantité de production alimentaire qui permet d'assurer la sécurité alimentaire mondiale. Ces facteurs ont un impact négatif sur la consommation ainsi que sur la production et favorisent donc l'importation, y compris concernant les produits alimentaires pour lesquels l'Europe est autosuffisante initialement. Ceci oblige néanmoins les producteurs européens à se diversifier pour pouvoir survivre. Les exportations, quant à elles, garantissent une sécurité alimentaire grâce à la balance commerciale positive. L'Europe est donc dépendante du reste du monde dans l'industrie agroalimentaire.

Différentes solutions peuvent être mises en place pour lutter contre cette dépendance comme encourager la production locale, changer le comportement des consommateurs et des décideurs ainsi que favoriser une transition agroécologique réussie. De plus, un équilibre entre les politiques de libre-échange et le protectionnisme peut être avantageux afin de garantir la sécurité alimentaire mondiale tout en protégeant les producteurs européens. En effet, le libre échange permet une diversité de produits, une spécialisation avec des coûts de production plus bas et une meilleure compétitivité. Le protectionnisme, quant à lui, limite la concurrence déloyale, fait respecter les normes environnementales et sociales et protège les producteurs locaux. Le protectionnisme est donc possible mais pas avantageux sans libre-échange.

Remerciements

En ouverture de ce mémoire, j'exprime mes remerciements à tous ceux qui ont contribué, de près ou de loin, à la réalisation de ce travail.

Je commence par exprimer ma reconnaissance envers Monsieur Eric Cornuel, mon promoteur, pour avoir accepté de suivre mon travail sur ce sujet.

Mes remerciements s'étendent également à ceux qui ont relu mon travail et m'ont offert des critiques constructives, contribuant ainsi à son amélioration.

Je remercie aussi le corps académique de l'Université Catholique de Louvain-La-Neuve et de la Louvain School of Management pour la qualité des connaissances apprises durant ces dernières années.

Enfin, un immense merci à toute ma famille, ma mère, mon père et ma sœur, pour leur aide, leur soutien et leurs encouragements tout au long de mes études universitaires.

Table des matières

1. Introduction	1
2. Mise en théorie.....	3
2.1 Le protectionnisme	3
2.2 Le libre-échange	4
2.3 La production Européenne	5
2.4 La consommation européenne	7
2.5 Les échanges Européens	10
2.5.1 Les importations	12
2.5.2 Les exportations.....	15
2.6 Évolution des prix.....	19
3. Mise en pratique	21
3.1 Producteur d’huile végétale	21
3.2 Producteur de fruits et légumes	25
3.3 Importateur de café	27
3.4 Conclusion des interviews	29
4. Solutions.....	31
4.1 Encourager la production locale	31
4.2 Changer le comportement des consommateurs et des décideurs	32
4.3 Garantir une transition réussie vers des pratiques agroécologiques.....	33
5. Conclusion.....	36
6. Limites	37
7. Bibliographie	38
8. Annexes	45
Annexe 1	45
Annexe 2	45
Annexe 3	46
Annexe 4	46
9. Interviews.....	47
Interview 1 : Alvenat – producteur belge d’huile végétale	47
Interview 2 : Maraîcher Wille – fruits et légumes.....	50
Interview 3: High Five coffee – importateur belge de café.....	55

1. Introduction

Durant ces dernières années, les prix ont fortement augmenté. Selon les chiffres de Statbel parus en septembre 2023, l'inflation a impacté en particulier le secteur alimentaire avec un taux de 1,98%. (Statbel, 2023). (Annexe 1). Cela représente une augmentation de prix de plus de 20% en un an sur certains produits tels que le sucre (29,7%), les pommes de terre (24%), les légumes surgelés (23%), l'huile d'olive (22,7%) et le poisson surgelé (22,2%). (Statbel, 2023).

Les principales causes de cette inflation sont les différentes crises comme la guerre en Ukraine, l'augmentation des prix des produits agricoles comme les semences, la variation du coût de l'énergie, de la main d'œuvre et des machines, et enfin, la dépendance énergétique de l'Europe envers la Russie. (OCDE/FAO, 2023).

Premièrement, l'équilibre de la sécurité alimentaire dont le déficit agricole européen avéré est maintenu par la régularité des importations. Les crises troublent l'ensemble de ces équilibres. (Asselain & Blancheton, 2000). L'invasion de l'Ukraine par la Russie a affecté des millions de personnes dans le monde via la crise humanitaire et le système alimentaire mondial en provoquant une hausse des prix et des pénuries d'approvisionnement. En effet, l'Ukraine fournit plus de la moitié de l'approvisionnement en blé pour le Programme Alimentaire Mondial. Le PAM est une organisation humanitaire mondiale liée à l'ONU qui sauve des vies en situation d'urgence. Ce programme utilise l'assistance alimentaire pour favoriser la paix, la stabilité et la prospérité, en particulier pour les personnes touchées par des conflits, des catastrophes ou des conséquences du changement climatique. (PAM, 2023).

Deuxièmement, la variation des prix est influencée par les chocs économiques et les politiques sur l'offre et la demande mais aussi par les fluctuations annuelles de la météorologie. Cette variation concerne l'augmentation des semences, du coût de l'énergie, de la main d'œuvre et des machines. (OCDE/FAO, 2023).

Dernièrement, la dépendance de l'Europe en matière énergétique pour la production pèse sur les prix des aliments, de l'énergie et des intrants. En effet, lors de la guerre en Ukraine, les prix de l'énergie et des intrants agricoles comme les engrais ont augmenté ce qui a eu pour conséquence une hausse des coûts de production entraînant une inflation des prix et une

insécurité alimentaire accrue car l'Europe est dépendante de la Russie en matière d'énergie. (OCDE/FAO, 2023).

Nous nous posons donc la question : dans l'industrie alimentaire, pouvons-nous diminuer cette inflation en autonomisant l'Europe c'est-à-dire en la rendant plus indépendante vis-à-vis des pays hors Europe ?

Ce travail synthétise les résultats des recherches en trois parties.

Dans la première partie, nous allons examiner brièvement le protectionnisme, le libre-échange, la production Européenne, la consommation Européenne, les échanges Européens et l'évolution des prix dans le but d'explorer le sujet selon différentes perspectives théoriques.

Pour la deuxième partie, nous allons examiner la réalité du terrain en mettant en évidence l'entreprise Alvenat, producteur d'huile végétale, High Five Coffee, importateur et torréfacteur de café ainsi que Wille, un producteur de fruits et légumes.

Concernant la troisième partie, nous allons confronter la théorie et la réalité du terrain afin de trouver des solutions à la question de recherche.

Finalement, nous conclurons par un récapitulatif complet de l'étude effectuée et formulerons un avis sur le sujet.

2. Mise en théorie

2.1 Le protectionnisme

Le protectionnisme est une forme d'intervention de l'État qui a pour but de protéger l'économie de la concurrence des pays extérieurs. (Zlepting, 2010). Cette politique économique permet d'équilibrer la balance commerciale d'un pays lorsque ses importations sont d'une trop grande ampleur et risquent de gêner la production locale. (Bhagwati, 1990).

Certaines mesures sont utilisées pour mettre en œuvre des politiques protectionnistes dans le but de protéger les industries nationales, préserver les emplois locaux et réduire la dépendance vis-à-vis des importations étrangères. Celles-ci ont pour but de freiner les importations et d'encourager les exportations. Pour cela, il existe des barrières tarifaires telles que le droit de douane à l'importation, qui est une taxe imposée sur les biens importés. En effet, les droits de douane attribuent un avantage de prix aux produits locaux et augmentent les recettes publiques étant donné que l'accès au marché dépend du paiement de ces droits de douane. (Zlepting, 2010). D'autre part, les barrières non tarifaires, telles que les quotas, imposent une limite de quantité dans le but de défendre les producteurs nationaux en gardant la demande de leurs produits. (Jeanneney, 1978) Elles reprennent également les subventions aux exportations, les normes techniques ou sanitaires et les textes législatifs favorisant les entreprises nationales. (Mirlicourtois, 2018).

Un grand auteur du protectionnisme est Friedrich List, un économiste allemand du XIX^e siècle. Il préconisait l'utilisation des barrières commerciales afin de protéger les industries nationales et de favoriser leur compétitivité sur le marché international, s'opposant ainsi au mercantilisme anglo-saxon. Monsieur List pensait que chaque nation devait développer son économie de manière autonome, en se concentrant sur ses propres ressources et industries. Elles ne devaient dépendre excessivement des importations. Il soulignait ainsi l'importance de l'industrialisation pour leur développement social et économique. (Kriff, 2011). De plus, sa théorie du système national d'économie politique suggère que plusieurs États économiquement regroupés, bien que faibles lorsqu'ils sont séparés, peuvent se renforcer grâce à un protectionnisme éducatif instauré par un État centralisateur. L'objectif est d'améliorer le niveau de vie en favorisant les échanges internes dans un marché économiquement clos, ou en imposant des droits de douane élevés qui seraient réinvestis dans la communauté. (Galice, 2011).

Selon le rapport de la Commission Européenne de 2014, 170 nouvelles mesures défavorables aux échanges ont été adoptés, alors que seules 12 barrières commerciales ont été supprimées. (Commission Européenne, 2014). La Chine est le premier pays avec le plus grand nombre de barrières commerciales dressées face aux produits européens, suivi de la Russie et de l'Inde. (Hiault, 2019). De plus, selon l'Organisation Mondiale du Commerce, la Corée du Sud, l'Argentine, le Brésil et l'Inde sont les pays les plus protectionnistes, parmi les pays du G20, au niveau des droits de douane appliqués aux importations des autres pays avec un taux supérieur à 13%. À l'inverse, l'Europe, les États-Unis et le Japon sont les moins protectionnistes avec un taux inférieur à 5,2%. (Mirlicourtois, 2018). Cependant, tous les pays émergents et avancés mettent en œuvre un protectionnisme ciblé sur certains secteurs dans le but de protéger les industries nationales et de baisser le déficit commercial. Par exemple, la Corée du Sud, la Turquie, le Canada taxent à plus de 135% les produits agricoles importés. (Annexe 2). (Poingt, 2018).

2.2 Le libre-échange

Le libre-échange est une politique économique qui vise à encourager les échanges internationaux de biens et de services en éliminant ou en réduisant les barrières tarifaires et non tarifaires. Des accords de libre-échange ont été mis en place pour favoriser l'abaissement des droits de douanes. Cette réduction a contribué à l'accroissement des revenus. (Rainelli, 2015).

Un premier grand auteur du libre-échange est Adam Smith, un philosophe moral et économiste écossais, considéré comme le père de l'économie moderne. Il a proposé plusieurs concepts tels que la main invisible et l'avantage absolu. D'une part, la main invisible est une théorie selon laquelle les individus, en poursuivant leurs intérêts personnels, contribuent involontairement au bien-être général de la société. Cette main invisible serait la métaphore par laquelle Adam Smith signifie que les marchés sont autorégulateurs et conduisent à l'harmonie sociale. L'état a donc un rôle limité dans l'économie car il doit, tout d'abord, exercer ses fonctions régaliennes telles que la défense nationale, la justice et la police. D'autre part, la théorie de l'avantage absolu implique la spécialisation de chaque pays dans les productions pour lesquelles il dispose d'un avantage absolu en termes de coûts de production. (Blancheton, 2020).

Un autre grand auteur du libre-échange est David Ricardo, un économiste britannique, célèbre pour sa théorie des avantages comparatifs, exposée dans son œuvre majeure "Principes de l'économie politique et de l'impôt". Cette théorie soutient que même si un pays est moins efficace que les autres dans la production de tous les biens, il devrait se spécialiser dans la production du bien pour lequel il a le moindre désavantage comparatif. Tous les pays peuvent alors bénéficier d'un plus grand bien-être économique. (Ricardo, 1977).

2.3 La production Européenne

En 2022, la France détient une surface cultivée de 27,4 millions d'hectares, elle importe pour 9,1 millions d'hectares de produits agricoles et elle en exporte pour 12,3 millions d'hectares. La surface consommée française est donc de 24,2 millions d'hectares par an, soit moins que la surface cultivée. La France a donc un excédent de terres agricoles pour les produits alimentaires à hauteur de 3,2 millions d'hectares. (Pointereau, 2022).

Cependant, la production Européenne présente quelques désavantages.

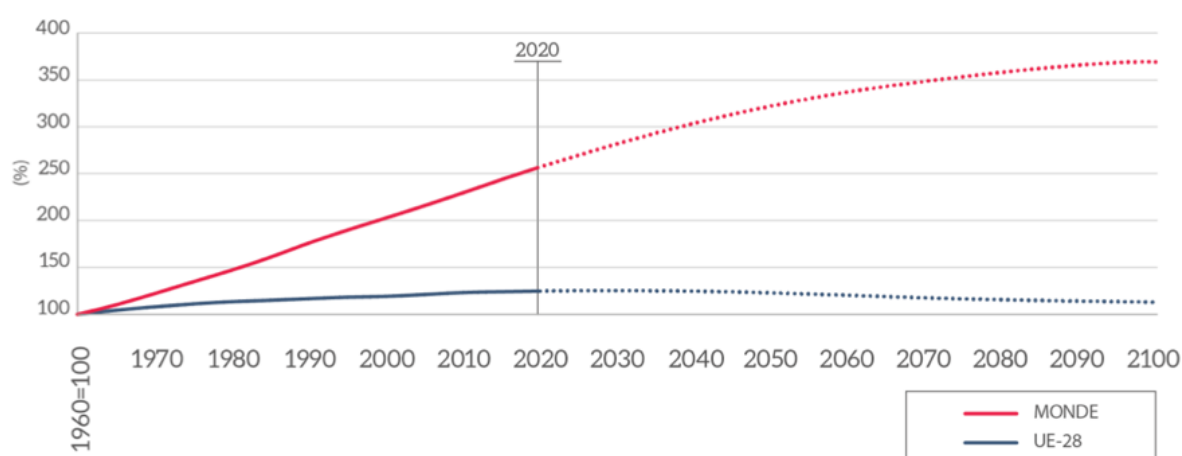
D'une part, les ressources Européennes sont limitées. Selon la Commission Européenne, 60 à 70% des sols de l'Union Européenne sont en mauvais état. Pour remédier à ce problème, la Commission a proposé une mesure afin d'utiliser les ressources naturelles essentielles de manière durable. Cette législation favorise la gestion durable des sols dont la contamination actuelle met en péril la santé humaine et l'environnement. (Commission Européenne, 2023b).

Ensuite, certaines crises comme la guerre en Ukraine ou la crise COVID affectent les échanges de production. Les effets de la guerre et la pression qui en résulte sur l'approvisionnement alimentaire de nombreux pays affectent actuellement les systèmes alimentaires. Une des causes est la diminution de la quantité de céréales et des engrais disponibles provenant d'Ukraine. (OCDE/FAO, 2023). L'Union européenne travaille donc en compensation pour assurer la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale et créer des systèmes alimentaires robustes. (5^{ème} Conférence Ministérielle, 2023). Par exemple, l'UE a alloué 500 millions d'euros de soutien aux agriculteurs les plus touchés en réponse à la hausse des coûts des intrants agricoles. Les États membres ont également pris des mesures à l'échelle nationale pour lutter contre la hausse des prix alimentaires comme la réduction des taux de TVA et l'encouragement des détaillants à maintenir des prix bas. Selon le Programme Alimentaire Mondial, un nombre record de 349 millions de personnes dans le monde ont souffert de faim aiguë en 2022, et la malnutrition aiguë chez les enfants dans les pays en développement augmente en raison de la pénurie alimentaire et de la hausse des prix. (PAM, 2023).

Quant à la pandémie COVID-19, elle a eu des répercussions importantes sur la productivité des chaînes d'approvisionnement mondiales des produits agricoles. La production agricole de base est restée relativement stable, même si la perturbation des échanges a influencé l'accès aux intrants agricoles et même si une baisse de main d'œuvre due à la maladie est évidente. Aussi, les changements de comportement des consommateurs, tels que la fermeture des restaurants, ont entraîné des surplus et du gaspillage de produits agricoles de grande valeur. (Finances publiques, 2020).

De plus, l'expansion démographique constitue un défi pour la production européenne. L'espérance de vie augmente ce qui a pour conséquence un vieillissement de la population. Une alimentation de meilleure qualité et des habitudes alimentaires plus saines y jouent un rôle. L'immigration est aussi une conséquence majeure de la croissance de la population dans l'Union Européenne. Cependant, cette population devrait faire face à un ralentissement de la croissance démographique à plus long terme car le taux de fécondité et de natalité a baissé par rapport à leurs niveaux antérieurs. Il existe également une progression d'obésité et de diabète qui entraîne une augmentation du nombre de décès dus aux maladies cardiaques et aux accidents vasculaires cérébraux. La production de la plupart des produits agricoles de base dans l'Union Européenne a tout de même augmenté au cours des 15 dernières années grâce aux gains de productivité, à la spécialisation et à la restructuration des exploitations. Ces modifications structurelles majeures causent une diminution de la population agricole de l'UE. Ceci pourrait compromettre la durabilité du secteur agricole à long terme et donc sa capacité à fournir suffisamment de denrées alimentaires saines aux citoyens de l'Union Européenne. (Kiss, 2023).

Graphique 1 : EU-28 et population mondiale (1960=100)



Source : DAES de l'ONU

Après, des conséquences environnementales et sociales, telles que le réchauffement climatique donc la disponibilité de l'eau et la déforestation mettent en péril la production Européenne. Les pratiques agricoles intensives nuisent à la biodiversité et à la santé des sols. Les événements climatiques extrêmes constituent des risques croissants pour la sécurité alimentaire. (5^{ème} Conférence Ministérielle, 2023). Différentes règles environnementales ont donc été mises en place afin de protéger l'environnement, comme l'accord de Paris. Cet accord vise à maintenir l'augmentation de la température moyenne mondiale en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels. Afin de limiter le taux de réchauffement climatique à 1,5 °C, les émissions de gaz à effet de serre doivent atteindre leur sommet avant 2025 et diminuer de 43 % d'ici 2030. (United Nations, n.d.). Aussi, l'utilisation d'engrais minéraux cause la pollution de l'eau, de l'atmosphère ainsi que l'acidification des océans, des sols et de l'appauvrissement en minéraux. (WWF, 2022). La déforestation, due à la production agricole et à l'élevage, favorise les émissions de gaz à effet de serre.

L'Europe essaie donc de remédier à ces problèmes de production en mettant en place des réglementations comme la Politique Agricole Commune (PAC). L'objectif principal est d'augmenter la productivité agricole afin de garantir un approvisionnement stable et durable en denrées alimentaires à des prix abordables pour les consommateurs, mais aussi d'assurer un niveau de vie adéquat aux agriculteurs européens. La PAC de l'UE est un partenariat entre l'agriculture et la société, l'Europe et ses agriculteurs. En outre, il existe un certain nombre de défis actuels et futurs. (Commission Européenne, 2017).

2.4 La consommation européenne

Entre 2010 et 2016, l'alimentation moyenne des Français correspond à 24,2 millions d'hectares par an, soit 3 670m² par personne, c'est ce que l'on appelle « l'empreinte alimentaire ». (Pointereau, 2022). Au fil des années, la consommation européenne a changé avec le changement des habitudes de consommation, la croissance démographique, la diminution des revenus des ménages et l'augmentation des prix.

Les habitudes de consommation alimentaire varient au sein des différentes régions de l'Union Européenne en fonction de la culture, du climat, de la composition de ménage, de l'éducation, du revenu et du degré d'urbanisation. Les Européens, eux, accordent plus d'importance à l'origine, au coût, au goût, au contenu nutritionnel, à l'éthique et aux convictions. (Annexe 3). (Kiss, 2023). La population européenne est sensibilisée par les

questions de santé et de durabilité. Ceci aura pour impact un recul de la consommation de produits animaux. Des alternatives saines telles que les protéines issues de produits végétaux prennent de plus en plus de place. Aussi, la pandémie COVID-19 a changé le comportement des consommateurs concernant les modifications des canaux d'approvisionnement et l'augmentation des achats des produits locaux. (OCDE/FAO, 2023).

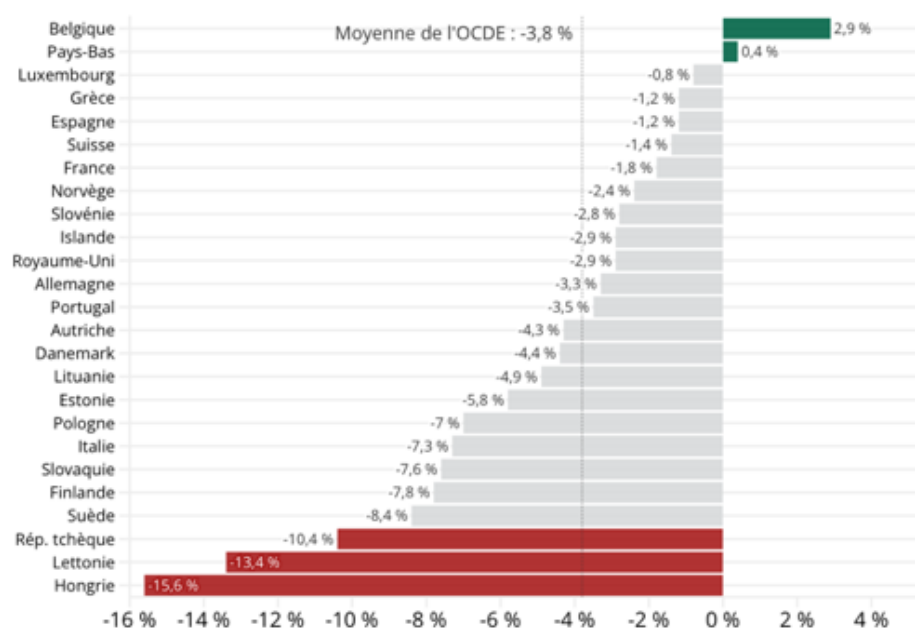
Au fil des années, la répartition du revenu des ménages a changé entre les différents postes et dépenses. La part des dépenses alimentaires dans le budget de consommation est passée de 29 % en 1960 à 17 % en 2019. Dans 22 pays européens sur 24, le salaire horaire réel a diminué en 2023 sauf pour la Belgique et les Pays-Bas. Tandis que le taux d'inflation annuel et l'indice des prix à la consommation ont augmenté. (Yanatma, 2023).

Graphique 2 : Inflation annuelle dans l'UE entre Janvier 1997 et Juillet 2023



Source : Eurostat

Graphique 3 : Évolution des salaires horaires réels entre le 1^{er} trimestre 2022 et le 1^{er} trimestre 2023



Source : OECD

De plus, la pandémie du COVID-19 a provoqué une baisse importante de la demande alimentaire due à la perte de revenus des ménages, en raison des mesures de confinement et de la maladie. Cela pourrait presque doubler le nombre de personnes touchées par l'insécurité alimentaire qui s'élève aujourd'hui à 1,6% de la population européenne. (Kiss, 2023). Les perturbations de l'approvisionnement et la constitution de réserves ont entraîné une augmentation nette des prix payés par les consommateurs finaux, avec des variations importantes d'un pays à l'autre et même au sein des pays. (Finances publiques, 2020).

Les ménages consacrent en moyenne 17% de leur budget à l'alimentation. Cependant, 40% de l'ensemble des denrées alimentaires produites dans l'Union Européenne ne sont jamais consommés. (Kiss, 2023). L'UE est confrontée à un gaspillage alimentaire considérable. Celui-ci commence dès les exploitations agricoles, où environ 15% de la production alimentaire totale est perdue chaque année. Bien que certaines pertes soient inévitables en raison de conditions météorologiques extrêmes ou de problèmes structurels du système alimentaire, comme la surproduction ou les demandes du marché, d'autres sont dues à des pratiques inefficaces ou à des contraintes économiques. Les subventions agricoles favorisent la surproduction dans certains secteurs, conduisant à un système alimentaire inadapté aux besoins nutritionnels et nuisant aux écosystèmes naturels. La consommation excessive de produits animaux est un problème qui conduit à une production excédentaire dépassant la demande intérieure. De plus, au moins la moitié des céréales sont destinées à l'alimentation du bétail. Or le bétail est une

source importante d'émissions de gaz à effet de serre. Les Européens mangent deux fois plus de viande que ce qui est recommandé par les autorités sanitaires. (WWF, 2022).

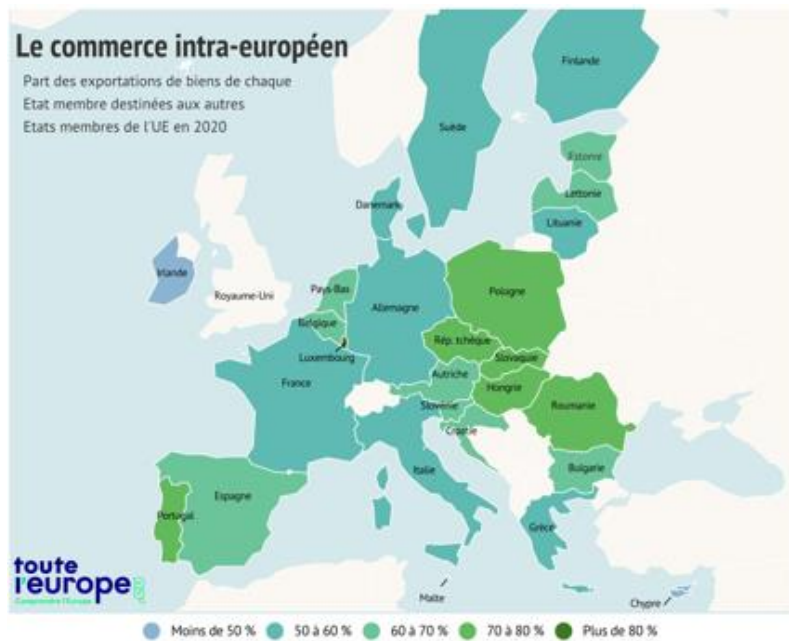
En résumé, l'augmentation de la consommation alimentaire en Europe est due aux changements dans les habitudes alimentaires, marqués par une prise de conscience croissante mais lente de la santé et de la durabilité. Cependant, la diminution des revenus des ménages, l'augmentation des prix des aliments et un gaspillage alimentaire important représentent des obstacles majeurs en matière de sécurité alimentaire.

2.5 Les échanges Européens

Le commerce mondial joue un rôle important dans le système alimentaire. En effet, il permet à certains pays de bénéficier de choix alimentaires diversifiés. Cependant, il crée aussi un déséquilibre et des impacts négatifs. (WWF, 2022).

À l'intérieur de l'Europe, presque tous les états membres échangent leurs biens avec les autres états membres. En effet, la proximité géographique et la mise en place du marché unique facilitent ces échanges. Le commerce intra-européen est plus élevé que le commerce extra-européen pour 24 des 27 pays de l'UE. D'après Eurostat, les échanges de biens entre les pays membres de l'UE s'élevaient à 2 843 milliards d'euros en 2020 en termes d'exportations. Ce montant dépassait de 47 % le niveau enregistré pour les produits qui quittent l'Union Européenne vers d'autres pays, représentant 1 932 milliards d'euros. L'intégration économique des États membres de l'UE a été lancée par le traité de Rome, en 1993, en se basant sur le principe d'efficacité économique, dans le but de supprimer les entraves à la libre circulation des biens, des services et des individus. Cela encourage la compétition, l'innovation et augmente la disponibilité et le prix des produits. Par conséquent, l'impact commercial du marché unique a été trois fois plus élevé qu'un accord commercial classique due à une augmentation réelle du PIB. (Daniel, 2022).

Graphique 4 : Le commerce intra-européen



Source : Eurostat (2020)

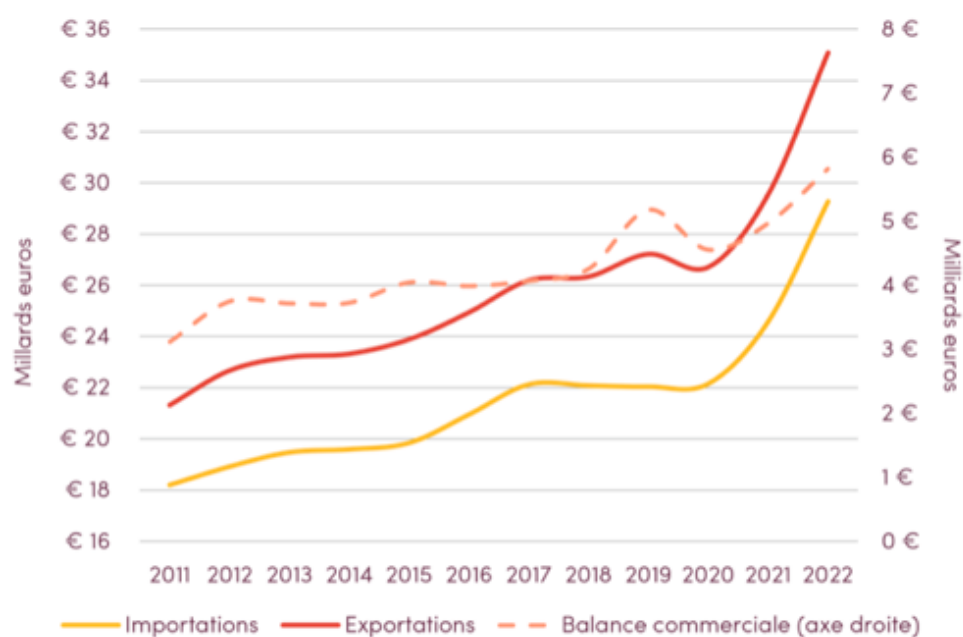
À l'extérieur de l'Europe, plus de 40 accords commerciaux ont été signés par l'UE avec près de 80 pays. (Commission Européenne, 2023e). L'Europe permet aux pays à faible et moyen revenus d'avoir un accès privilégié à son marché. Elle met en place des normes environnementales et sociales, contrôle les normes de qualités européennes et préserve les produits à indication géographique afin d'éviter la concurrence déloyale. (Parlement Européen, 2023). Les pays tiers proposent des opportunités d'exportation et constituent des sources de matières premières et de biens essentielles pour les entreprises de l'Union Européenne. Ainsi, ils font parti de leurs réseaux d'approvisionnement à l'échelle mondiale. (Commission Européenne, 2023e).

Les échanges commerciaux sont donc encouragés par l'Union Européenne en supprimant les barrières entre ses membres et en encourageant les échanges avec d'autres pays. En 2021, elle avait une part de 15% des exportations et de 14% des importations mondiales, ce qui la positionnait parmi les principaux acteurs commerciaux aux côtés des États-Unis et de la Chine. (Parlement Européen, 2023).

En 2022, l'UE avait une valeur de 35,1 milliards d'euros dans les exportations de produits alimentaires et de boissons. La valeur des importations de ces produits s'élevait à 29,3 milliards d'euros. Par conséquent, la balance commerciale affiche un excédent de 5,8 milliards

d'euros. (Fevia, 2023). L'Union Européenne reste un importateur majeur pour de nombreux produits agricoles tels que le café, le riz, le soja et l'huile végétale. (WWF, 2022). Cependant, le solde positif de la balance commerciale tend à diminuer dans le temps et pourrait même disparaître si le mode de consommation et l'agriculture ne changent pas.

Graphique 5 : Évolution du commerce extérieur



Source : BNB

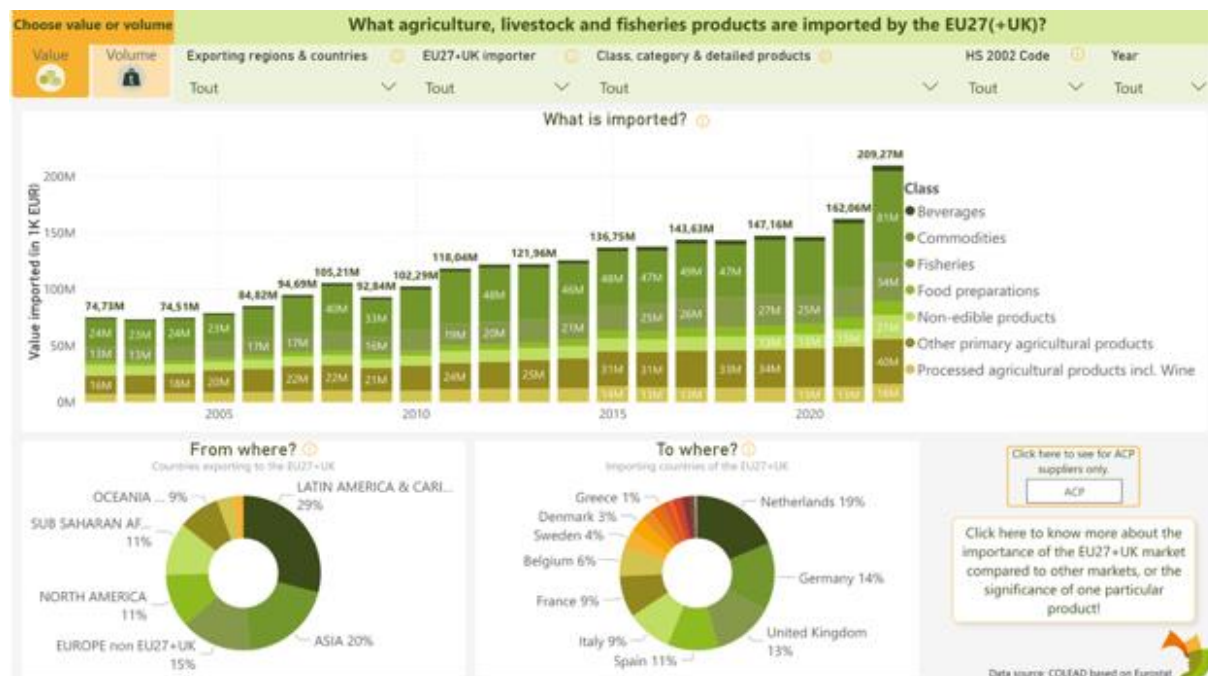
2.5.1 Les importations

Les importations de l'Union Européenne en 2022 ont augmenté de 32 % par rapport à 2021. Les principales causes sont la hausse des prix internationaux ainsi que la diminution de la production intérieure de l'UE due aux conditions climatiques. (Commission Européenne, 2023d). Grâce à ces importations, la quantité de denrées alimentaires répond à la demande de l'Union Européenne. (Commission Européenne, 2023d). La disponibilité des produits varient en fonction de leur saisonnalité, des préférences des consommateurs, des besoins de l'industrie alimentaire de l'Union européenne.

Sur le graphique ci-dessous, nous pouvons observer que 29% des produits issus de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche proviennent d'Amérique Latine, 20% d'Asie, 11% de l'Europe non EU27, 11% de l'Amérique du nord et 9% de l'Océanie, en valeur monétaire. Ces produits alimentaires sont importés dans les pays de l'Europe. Par exemple, 19% d'entre eux

sont destinés aux Pays-Bas, 14% vers l'Allemagne, 9% pour la France et 6% vers la Belgique. (COLEAD, 2023a).

Graphique 6 : Importations de produits issus de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche



Source : COLEAD basé sur les données Eurostat

Malgré une capacité suffisante de production afin de répondre à la demande, les importations ont augmenté au fil des années à cause de la spécialisation agricole, des crises, des accords commerciaux avantageux et la globalisation ainsi que la dépendance de l'UE.

Ces dernières années, une spécialisation agricole à l'échelle mondiale s'est créée en tenant compte des spécificités climatiques mais aussi des coûts de production. En effet, certains secteurs d'industrie en Europe ont évolué vers des activités à plus forte valeur ajoutée. Tandis que des productions moins complexes ou intensives en main-d'œuvre se sont déplacées vers des régions offrant des coûts de production plus bas. Aussi, pour garantir la stabilité de l'approvisionnement et réduire les risques, les entreprises de l'UE diversifient leurs sources d'approvisionnement en important des produits de différentes régions du monde. De plus, les flux d'échanges au sein d'une même denrée alimentaire se traduit par des différences de prix, de pénuries ou de saisonnalité. (Pointereau, 2022). Les avantages comparatifs dans la production de certains biens rendent donc l'importation pour l'UE plus rentable que les productions locales. (Commission Européenne, 2017).

Les différentes crises comme l'invasion de la Russie en Ukraine et le COVID-19 ont impacté les importations. D'une part, les actions de la Russie, tels que le blocus des ports ukrainiens, les attaques contre les infrastructures alimentaires et l'interdiction temporaire des exportations de céréales et d'engrais, ont eu un impact dévastateur sur les marchés mondiaux. Malgré une aide financière apportée par la Commission Européenne aux états membres concernés, nous observons une augmentation de 19 % des prix alimentaires en mars 2023 par rapport à l'année précédente. Les dirigeants de l'UE se concentrent donc sur le maintien de la qualité et de l'accessibilité des denrées alimentaires pour tous, ce qui signifie une augmentation des importations du reste du monde envers l'UE. (Conseil Européen, 2024). D'autre part, la pandémie de COVID-19 a provoqué des pertes de revenus, mettant en danger l'accès à la nourriture. Cette situation entraîne une croissance de la malnutrition et de la faim, compensée par des importations plus importantes pour répondre à cette demande urgente. (Commission Européenne, 2017).

La libéralisation des marchés agricoles et alimentaires, principalement liée aux accords de l'Organisation Mondiale du Commerce et aux accords de libre-échange, a stimulé la croissance du commerce mondial des produits agricoles, mais a également entraîné des changements dans les modes de production agricole et de consommation alimentaire. En effet, la diminution des droits de douane et des limitations quantitatives ont favorisé la compétitivité des importations à prix bas, impactant la production locale dans certains pays. De plus, l'effet de la libéralisation sur la production agricole est également lié à la concurrence internationale, incitant les agriculteurs à agrandir leurs exploitations pour rester compétitifs. Les politiques internes, telles que les subventions de l'Union européenne, peuvent aussi influencer la compétitivité sur le marché mondial. (Levard, 2023).

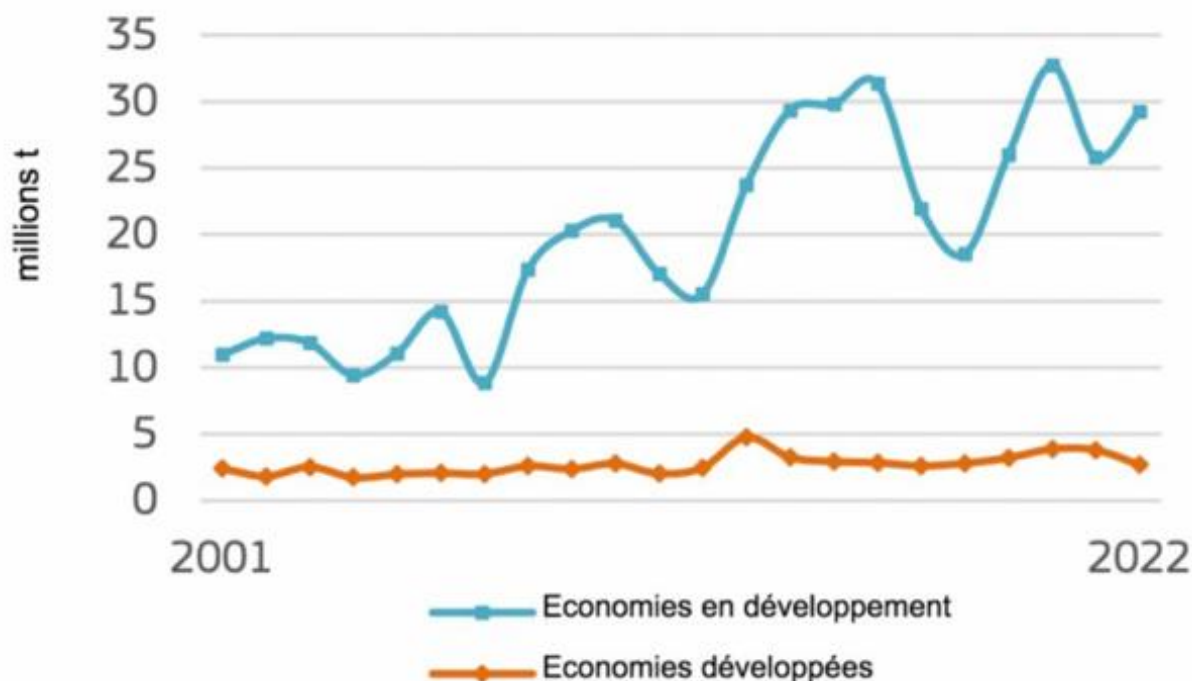
Malgré un excédent commercial, l'Europe est largement dépendante des importations d'un certain nombre de produits agricoles. Cependant, les produits importés viennent généralement de pays où les normes sociales et environnementales sont moins strictes. (Gamberini, 2022). Entre 2015 et 2017, 1,085 millions d'hectares de forêts ont été détruits afin de répondre à la demande d'importation européenne principalement pour le soja et l'huile de palme. Les pays européens sont coupables de plus d'un tiers de la déforestation à cause du commerce international de produits agricoles. La Commission Européenne a donc mis en place une règle, en 2021, qui exprime que « *seuls des produits conformes à la législation et sans lien avec la déforestation sont autorisés sur le marché Européen.* ». (Pointereau, 2022). De plus,

cette déforestation ne permet pas l'absorption d'énormes quantités de CO₂ soit 40% des émissions annuelles de l'UE. Les émissions de gaz à effet de serre ont aussi un impact sur toutes les étapes de la chaîne d'approvisionnement, de la production au transport et la moitié des émissions de gaz à effet de serre dans le monde proviennent de l'alimentation. (WWF, 2022). Aussi, les produits importés ont un impact conséquent sur les sites de production, détruisant l'environnement sur place. Cela entraîne une pollution de l'air, des terres et des mers, ainsi que des conséquences importantes sur la biodiversité et le climat. Certaines populations sont obligées de se déplacer pour survivre en raison de la détérioration environnementale, car leur seul revenu provient souvent de l'agriculture. De plus, les conditions de travail dans les pays producteurs sont souvent difficiles avec des salaires insuffisants par rapport au travail nécessaire pour cultiver et entretenir les champs, les plantations et les élevages. (Au rendez-vous des normands, 2021). Ces activités agricoles impactent donc négativement les communautés locales, menaçant les droits humains et les moyens de subsistance. (WWF, 2022). Bien qu'il existe déjà des initiatives pour souligner ces normes, celles-ci restent limitées et manque de contrôle.

2.5.2 Les exportations

Les exportations agroalimentaires de l'UE ont augmenté de 31 % en 2022 par rapport à 2021. Les céréales et les produits de minoterie représentent respectivement 7 % et 10 % des exportations totales de l'UE. De plus, l'Union Européenne a augmenté de 63 % ses exportations de blé vers les pays en développement tels que l'Algérie, le Maroc, l'Égypte et le Nigeria dans le cadre de son engagement envers la sécurité alimentaire mondiale. (WWF, 2022). Les produits laitiers ainsi que la viande de porc, le chocolat et le vin restent les principaux produits d'exportations de l'UE. (Commission Européenne, 2023d). L'industrie alimentaire belge se concentre principalement sur l'Union Européenne, et davantage sur ses voisins directs qui représentent 54 % de ses exportations totales. (Fevia, 2023).

Graphique 7 : Exportations de blé de l'UE

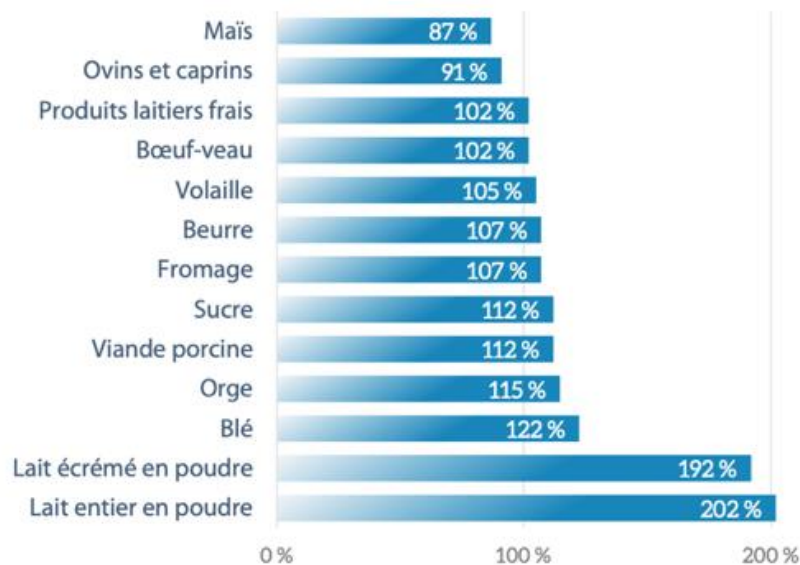


Source : Commission européenne

L'Union Européenne est à l'origine de 36% des exportations mondiales de produits animaux et de 28% des produits laitiers. Elle est le principal exportateur de produits agroalimentaires au monde, devant les États-Unis et le Brésil grâce aux réformes de la PAC et de la politique commerciale de l'Union Européenne. (Kiss, 2023). De plus, l'Initiative céréalière de la mer Noire, signée en 2022, a joué un rôle important dans le maintien des exportations de l'Ukraine qui contribue à 40% de l'augmentation des exportations nettes en provenance d'Europe de l'Est. Mais en raison de la guerre en cours, les volumes d'exportations ont diminué considérablement. (OCDE/FAO, 2023). L'UE a donc un excédent commercial important et des taux d'autosuffisance croissants impliquant une balance commerciale positive.

Le graphique ci-dessous nous indique que pour les produits de base destinés à l'exportation, le taux d'autosuffisance peut être extrêmement élevé. Ce taux va de 102% pour les produits laitiers frais ainsi que le bœuf et le veau à 202% pour le lait entier en poudre. (Kiss, 2023).

Graphique 8 : Taux d'autosuffisance de l'UE concernant différentes catégories de produits agricoles en 2017-2018



Source : Commission européenne.

Pour 24 des 27 pays de l'UE, le commerce intra-UE est plus élevé que le commerce extra-UE lorsqu'on se concentre uniquement sur les exportations. En 2020, les échanges de marchandises entre les États membres de l'UE ont atteint une augmentation de 47% par rapport à la valeur des produits exportés en dehors de l'UE. Les taux d'exportation vers d'autres États membres varient, avec des taux élevés au Luxembourg, en République tchèque et en Slovaquie, tandis que des taux plus bas sont observés à Chypre, en Irlande et à Malte. La France se distingue en exportant une part significative de ses produits (53,6 %) vers des régions extérieures à l'Union Européenne. (Daniel, 2022).

Cependant, l'exportation d'excédents agricoles de l'UE vers les pays en développement peut avoir un impact négatif sur la sécurité alimentaire à long terme, en pénalisant ainsi les producteurs locaux. L'Union Européenne prend des mesures pour lutter contre la crise alimentaire mondiale, par exemple, en aidant l'Ukraine à exporter sa production agroalimentaire principalement de céréales et d'huile de tournesol malgré l'agression militaire de la Russie. Cependant, la Russie a suspendu sa participation à cette initiative en juillet 2023, ce qui a entraîné des perturbations dans les livraisons de céréales et une hausse mondiale des prix des aliments. La solidarité, la production durable, le commerce et le multilatéralisme sont les quatre principaux axes sur lesquels les pays de l'Union Européenne travaillent ensemble pour faire face à la crise alimentaire mondiale.

Les restrictions à l'exportation des denrées alimentaires, mises en place par de nombreux pays en réponse à la crise du COVID-19, représentent aussi une menace pour la sécurité alimentaire mondiale. En outre, les restrictions à l'exportation entraîne une hausse des prix alimentaires à l'échelle mondiale. Le FMI et l'OMC ont recommandé de maintenir l'ouverture des politiques commerciales et ont souligné l'importance de la transparence et de la modération dans l'adoption de telles mesures. (Finances publiques, 2020).

L'Europe est un important producteur agricole mondial grâce à son climat favorable, ses sols fertiles et le savoir-faire de ses agriculteurs. Elle est le principal exportateur de produits agricoles transformés, générant un excédent commercial significatif. En tant que membre actif de l'Organisation Mondiale du Commerce, l'UE participe à l'élaboration de règles commerciales, y compris pour l'agriculture, contribuant ainsi à maintenir un système commercial ouvert et équitable à l'échelle mondiale ainsi qu'une sécurité alimentaire globale. (Commission Européenne, 2017).

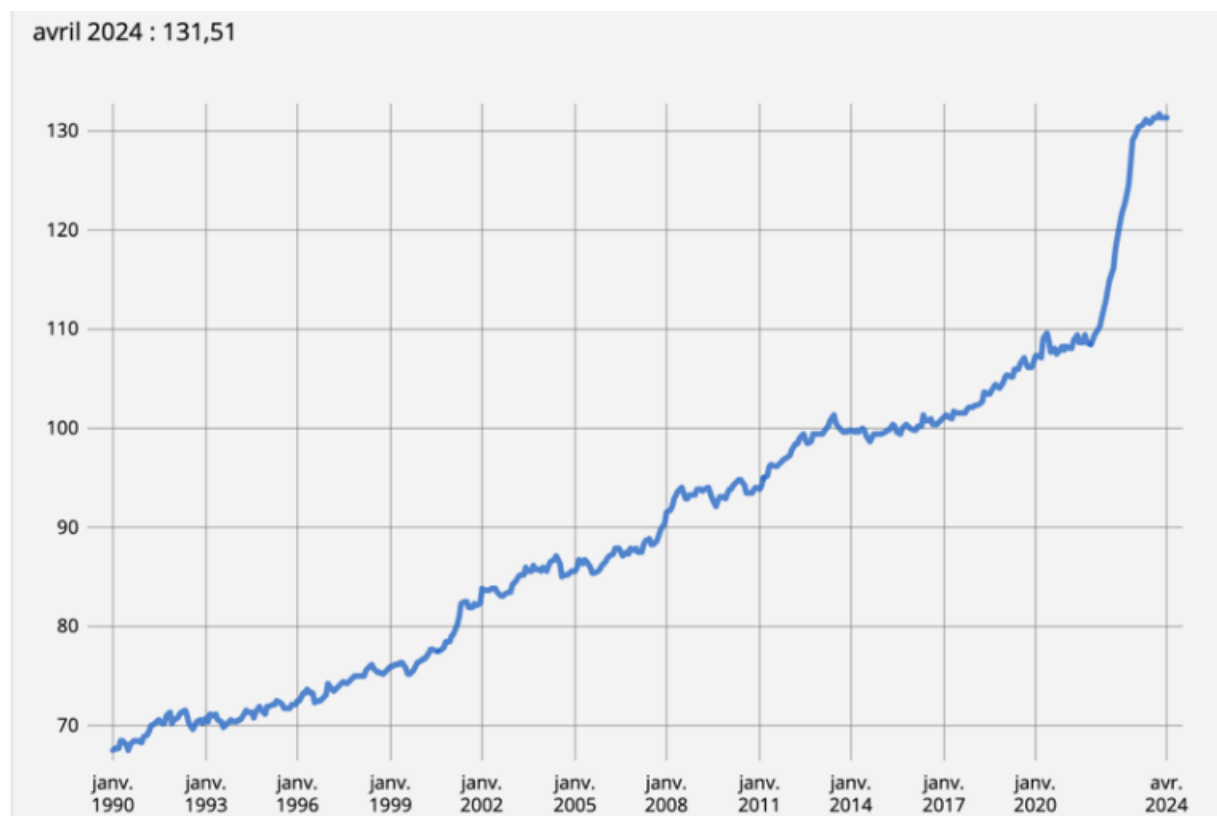
En résumé, en Europe, les échanges commerciaux entre les États membres sont fréquents grâce à la proximité géographique et au marché unique. En dehors de l'Europe, l'UE a établi de nombreux accords commerciaux pour faciliter l'accès à son marché, tout en imposant des normes en matière d'environnement, de société et de qualité, et en protégeant les produits locaux de la concurrence déloyale. Cependant, d'une part, malgré une capacité de production suffisante, les importations agricoles de l'UE augmentent en raison de divers facteurs tels que la hausse des prix internationaux, la diminution de la production agricole intérieure causée par des conditions climatiques défavorables, la spécialisation agricole, les différentes crises, les avantages des accords commerciaux, la globalisation et la dépendance de l'Europe des produits en provenance des pays où les normes environnementales et sociales sont moins strictes. D'autre part, les exportations de produits agricoles de l'UE ont augmenté, principalement vers les pays en développement, ce qui montre son engagement envers la sécurité alimentaire mondiale. Malgré cela, les exportations massives de surplus agricoles de l'UE peuvent nuire à la sécurité alimentaire des pays en développement en décourageant la production locale. En conclusion, le solde commercial positif de l'EU tend à diminuer avec le temps et pourrait disparaître sans changements dans les habitudes de consommation et les pratiques agricoles.

2.6 Évolution des prix

Les marchés internationaux des produits alimentaires ont vu leurs prix augmentés depuis 2006 et lors de la reprise économique après la pandémie du Covid-19. (Daviron, 2012).

Cette augmentation est due à une pénurie d'offre à l'échelle mondiale des coûts de production, tels que l'énergie et les engrais, à la suite des perturbations des chaînes d'approvisionnement en conséquence de la guerre entre la Russie et l'Ukraine. (OCDE/FAO, 2023). Par exemple, entre 2020 et 2022, les prix du blé, du maïs, du sucre, des biocarburants, de la viande, du poisson, de la main d'œuvre, des coûts de transport et de la commercialisation ont atteint leur sommet et devraient rester plus élevés qu'avant la pandémie Covid-19. En effet, même une grave crise économique, comme celle de 2008, n'a pas ramené les prix des produits alimentaires à leur niveau antérieur à 2006. (Daviron, 2012).

Graphique 9 : Indice des prix à la consommation – Base 2015 – Ensemble des ménages – France – Alimentation



Source : Insee

Les politiques commerciales affectent également la transmission des prix aux marchés intérieurs. D'une part, les politiques commerciales restrictives telles que les interdictions d'exportation et la spéculation sur les marchés à terme sont souvent à l'origine de la volatilité. Selon le Parlement Européen, la volatilité : « *mesure l'ampleur et la rapidité de l'évolution du prix d'un actif sur une période donnée.* ». (Ferrere, 2016). D'autre part, la libéralisation des marchés et par conséquent l'augmentation de la dépendance des pays à l'égard des prix internationaux a des répercussions sur la stabilité des marchés intérieurs. (Daviron, 2012).

En conclusion, les crises ont causé une pénurie d'offre mondiale et perturbé les chaînes d'approvisionnement. Les politiques commerciales influencent également les prix, à travers des mesures restrictives et une libéralisation des marchés limitant la volatilité des prix sur ceux-ci. Par conséquent, les prix agricoles ont augmenté.

3. Mise en pratique

Maintenant que nous en savons plus concernant les différents facteurs théoriques de la dépendance de l'Europe dans l'industrie alimentaire, nous allons les analyser en pratique. Pour cela, nous allons nous concentrer sur trois cas différents afin de les confronter à la théorie. D'abord, l'Europe est autosuffisante en huile végétale et en fruits et légumes alors que celle-ci en importe. Le CEO d'Alvenat, une entreprise spécialisée dans l'huile végétale et monsieur Wille, maraîcher belge, vont nous aider à comprendre ce phénomène. Troisièmement, l'Europe importe des aliments comme le café car le climat Européen n'est pas adapté à ce type de production. Le CEO d'High Five coffee va nous en dire plus sur son produit.

3.1 Producteur d'huile végétale

Ce produit a été choisi car, selon le CBI, l'Europe occupe la première place mondiale en tant que producteur, consommateur, importateur et exportateur d'huile végétale. Et plus de 60 % de la production mondiale d'huile végétale se trouve en Europe. (CBI, 2024a).

J'ai donc interviewé le CEO d'Alvenat, une PME familiale Belge fondée en 2006 et spécialisée dans la production d'une huile végétale de colza non-OGM provenant de l'agriculture Belge et responsable. De plus, la technique utilisée, c'est-à-dire la première pression à froid, sans solvants ni additifs permet de conserver tous les arômes, les valeurs nutritives et les bienfaits sur la santé de la graine de colza. Les deux objectifs d'Alvenat sont le 100% Belge et le respect de la santé.

En un peu moins de 20 ans, l'entreprise est passée d'une production de 2 à 1000 tonnes par an. La gamme s'est ensuite étoffée avec différentes sortes d'huiles aromatisées, des sauces, des marinades et du tourteau de colza comme aliment de bétail. Les deux axes commerciaux sont l'alimentation humaine et l'alimentation animale. Aujourd'hui, l'entreprise produit 350 000 litres par an en huile de colza conventionnel, 35 000 litres par an en huile de colza bio. De plus, l'entreprise a introduit l'huile de tournesol dans son marché, elle en produit en moyenne 33 000 litres par an. (M. Lange, CEO d'Alvenat, décembre 2023). Selon le CBI, l'huile la plus produite en Europe est l'huile de colza, suivie de l'huile de tournesol et de soja. L'huile de tournesol est le type d'huile végétale le plus importé en Europe. (CBI, 2024b).

Au départ, le CEO d'Alvenat était agriculteur, en pressant les graines produites à la ferme. Aujourd'hui, l'expansion de l'entreprise a conduit celle-ci à acheter à des collecteurs tels que la société Walagri ou SCAM qui collectent les graines dans la région et les stockent. Néanmoins, ce moyen reste local et 100% belge. En effet, sauf pour le colza conventionnel où l'approvisionnement est 100% Belge et stable. Les autres productions ont une problématique concernant les ressources disponibles afin de produire la quantité voulue. Par exemple, un problème de production de colza bio est rencontré au niveau national à cause du climat changeant, des parasites... De plus, pour le tournesol, les ressources disponibles varient en fonction des conditions climatiques. Le climat belge ainsi que les conséquences du réchauffement climatique sont un réel frein dans la production car ils ne sont pas adaptés à la culture du tournesol. Si le climat ne change pas, Alvenat sera dans l'obligation de mettre fin à cet axe commercial car ce n'est plus assez rentable. Le CBI appuie cet argument en disant que la production ralentit en raison des conditions météorologiques chaudes et sèches. (CBI, 2024a).

Ensuite, l'inflation des prix a fortement impacté l'entreprise ces dernières années. En effet, les fluctuations du prix des matières premières sont énormes. Historiquement, le prix de la tonne de graine était de 175€ il y a 12 ans. Ce tarif a augmenté jusqu'à 1000€ la tonne au début de la guerre d'Ukraine, pour maintenant redescendre à 474€ la tonne. Le CBI affirme qu'à cause de la guerre en Ukraine, la récolte a connu une baisse de 40% par rapport à l'année précédente, ce qui entraîne une nouvelle hausse des prix, et donc, une diminution de la consommation. (CBI, 2024a). Néanmoins, le coût de l'énergie n'a pas directement touché la société car celle-ci avait conclu un contrat à prix fixe. Cependant, les taxes les ont fortement impactés comme le coût social, l'indexation des salaires et les taxes indirectes (précompte immobilier, assurances...). En effet, même au sein de l'Europe, il existe des distorsions énormes. Par exemple, en Bulgarie, un ouvrier coûte 150€ par mois en salaire et seulement 30€ de charges sociales, alors qu'en Belgique, le salaire moyen d'un ouvrier est de 2000€ net par mois et plus ou moins 25% du salaire brut de charges sociales.

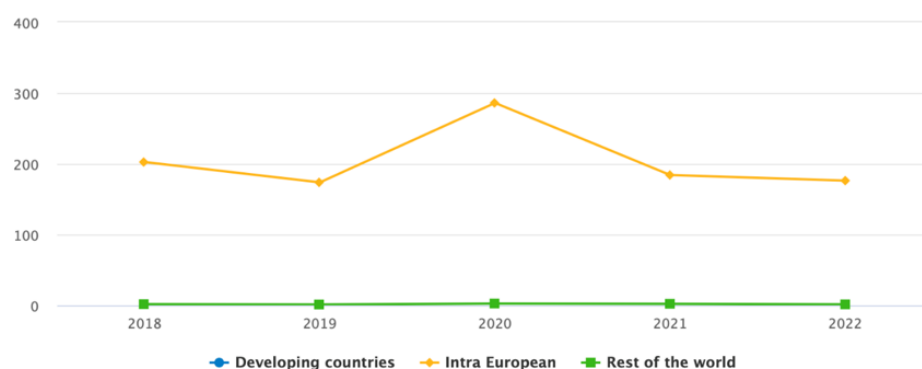
Les habitudes alimentaires n'ont pas affecté la production chez Alvenat. En effet, aujourd'hui, les personnes soucieuses de l'environnement et de la qualité du produit représentent 3 ou 4%. Au vu de la sortie du COVID et de la situation économique actuelle, une grande partie de la population se concentre sur le prix. (M. Lange, CEO d'Alvenat, décembre 2023). Pourtant, selon le CBI, à long terme, l'huile végétale sur le marché européen devrait

augmenter de 3 à 5% suite aux changements des habitudes alimentaires des consommateurs pour une alimentation plus saine. (CBI, 2024a).

Un facteur important concernant la forte importation des huiles végétales en Europe est le prix. Aujourd'hui, Alvenat vend la plupart de ses produits sur la Wallonie avec une production autour de plus ou moins 400 000 litres par an. Alvenat est quasiment à flux tendu à propos du Colza conventionnel. Concernant le colza bio, le marché du bio s'écroule dû à une baisse de la consommation et à une augmentation des prix mais l'entreprise réussit à vendre toute sa production pour l'instant. Sur le plan de la production du tournesol, Alvenat est déconnectée par rapport aux prix et elle a du stock.

Avec la baisse du pouvoir d'achat, les consommateurs se focalisent davantage sur les prix que sur l'origine du produit bio ou local. Malgré que l'entreprise Belge satisfait la demande à des prix correctes concernant l'huile de colza, la Belgique importe de l'huile bio des États-Unis quasi au même prix de celle produite en Belgique en conventionnel. De plus, les quantités produites de colza bio sont très irrégulières au niveau annuel. Le bio est une filière mal structurée et complexe au niveau national car il n'y a pas assez de capacité de stockage, il y a des années sans récoltes, etc. La Belgique ne peut pas se baser sur une incertitude de production bio, elle va donc importer. (M. Lange, CEO d'Alvenat, décembre 2023). Le CBI confirme que les importations d'huile végétale en Europe ont connu une augmentation constante entre 2018 et 2020. Les importations régulières resteront soumises à l'influence des cultures et de la situation des prix, plutôt que des fluctuations de la demande. (CBI, 2024a). Cependant, l'aspect local qui reprend un peu le dessus est encourageant. En effet, 66% des Wallons souhaitent consommer plus localement même si le prix doit être compétitif car le pouvoir d'achat diminue et les choix des consommateurs sont différents. (Bio Wallonie, 2020).

Graphique 10 : Importations européennes d'huile d'olive par origine en tonnes



Source : Global Trade Atlas

Pour une petite société comme Alvenat qui fait plus ou moins 1 million d'euros de chiffre d'affaires, différentes législations doivent être respectées. En effet, l'entreprise est soumise aux agrégations de normes alimentaires comme la norme ISO22000 qui démontre la capacité d'une organisation à maîtriser les dangers liés à la sécurité des aliments afin de garantir la salubrité des aliments. (ISO, n.d.). Mais aussi la norme HACCP qui est un système de gestion dans lequel les risques biologiques, chimiques et physiques sont analysés et contrôlés depuis la production des matières premières, l'approvisionnement et la manipulation, jusqu'à la fabrication, la distribution et la consommation du produit fini. (Food and Drug Administration, 2022). De plus, l'AFSCA est une organisation qui supervise non seulement les denrées alimentaires, les aliments pour animaux, les engrais et les produits phytosanitaires, mais elle dirige également la prévention et la lutte contre les maladies animales ainsi que les aspects phytosanitaires. (AFSCA, 2020). Enfin, Certisys (bio) contrôle et certifie plusieurs systèmes officiels d'agriculture biologique européens et internationaux. (Certisys, n.d.).

De plus, les accords commerciaux influencent les importations. Il y a un manque de structure au niveau Européen et des divergences énormes avec les pays de l'Est comme l'Ukraine. Et il y a bien sûr un impact sur les importations mondiales concernant le soja, le maïs...

Enfin, l'entreprise commence à exporter en France, au Luxembourg et un peu aux Pays-Bas, le but est de se développer en Europe mais aussi hors-Europe, comme l'Arabie Saoudite, dans les années à venir. Car Alevant est dans une guerre des prix sur ce marché d'huile végétale. À l'avenir, elle va être obligée d'exporter, de trouver des marchés à l'extérieur pour avoir plus de profit, plus de diversité de clients car il y a une baisse de consommation sur le marché national. De plus, le marché belge dans l'agro-alimentaire est resté cloisonné et avec une structure très lourde. Cette expansion est possible car elle a une capacité de production supérieure à la demande belge. (M. Lange, CEO d'Alvenat, décembre 2023). De plus, selon le CBI, les exportations de l'Espagne et l'Italie fournissent plus de 70% de toutes les importations d'huile végétale européenne. (CBI, 2024b).

3.2 Producteur de fruits et légumes

En 2022, la France est importatrice nette de fruits et légumes. (Pointereau, 2022). C'est pour cela que j'ai interviewé monsieur Wille, un maraîcher spécialisé dans une grande diversité de fruits et légumes en culture biologique tels que les fraises, les tomates, les aubergines, les poivrons, etc. Il commercialise ses produits localement.

La production varie en fonction de la demande des consommateurs. En effet, le persil est produit en petites quantités car cela permet d'avoir une rentabilité même si la demande est moins grande. (F. Wille, maraîcher, avril 2024).

De plus, la spécialisation permet aux producteurs de se concentrer sur les fruits et légumes uniquement rentables. Chacun trouve sa place dans une production spécifique. Monsieur Wille, lui, s'est spécialisé dans les haricots. Cependant, la production de fruits et légumes requière une consommation très élevée de pesticides qui polluent les sols, l'eau, les fruits et légumes et par conséquent l'Homme. L'irrigation des cultures de fruits et légumes demande également une forte dépendance envers l'eau, ce qui pose problème dans la production de ces cultures. (Pointereau, 2022).

Les matières premières du maraîcher sont les semences belges et la main d'œuvre belge car c'est une petite entreprise avec une petite surface cultivable. Cependant, à plus grande échelle, la main d'œuvre nationale est de moins en moins fréquente, ce qui pousse les producteurs à engager de la main d'œuvre étrangère. La ressource limitante est le foncier. En effet, l'accès à la terre est très difficile car un propriétaire de terre a besoin d'une sécurité à long terme. L'idéal est d'avoir un bail d'une durée de 18 ans. Cependant, à l'heure actuelle, tous les propriétaires ne désirent plus entrer dans ce schéma de bail à ferme. C'est pourquoi, de plus en plus de terres sont mises en location précaire à l'année de façon à avoir différents cultivateurs chaque année et de façon à ce que le propriétaire puisse garder sa liberté concernant ses terres. Par conséquent, ces terres louées à l'année sont cultivées de manière industrielle, elles se détériorent au fur et à mesure car le but est d'en tirer le maximum chaque année sans investir beaucoup. Cette pratique défie donc les normes environnementales. Par contre, les terres avec un bail de 20 ou 30 ans seront préservées car il s'agit de l'outil de travail d'un seul cultivateur.

En général, la quantité produite correspond à la quantité vendue grâce à la diversité des produits mais aussi grâce au système d'achat revente lorsque la production de légumes est moindre. En effet, si les cultivateurs veulent écouler leur production, il est important d'avoir une diversité qui va attirer le client. (F. Wille, maraîcher, avril 2024). En 2022, 50% des fruits et légumes sont importés en France. Cela montre que la consommation de fruits et légumes n'est pas accordée avec la production. En effet, le taux d'autosuffisance global en fruits et légumes est de 72%. (Pointereau, 2022). Sur le graphique de Solagro, nous pouvons observer que, d'une part, nous sommes autosuffisants en pommes de terre, pommes, maïs, choux-fleurs, brocolis, haricots, prunes, pois, échalotes et noix. D'autre part, nous sommes complètement dépendants concernant les oranges, les ananas, le pamplemousse, les citrons, les avocats, les figues, les dattes et les pistaches, qui sont difficilement productibles en France à cause du climat. Cependant, nous sommes aussi dépendants pour les olives, les amandes et les kakis alors que ceux-ci peuvent être produits en France métropolitaine. (Pointereau, 2022).

Graphique 11 : Le degré d'autosuffisance des fruits et légumes par rapport à la consommation française

Dans ce tableau, on a classé les fruits et légumes en classe de consommation apparente. Le premier quintile correspond aux produits les plus consommés et le dernier quintile correspond aux produits les moins consommés. On a également classé les produits en classes d'autosuffisance afin de les placer sur une matrice consommation x autosuffisance.

	Exportation nette	Importation nette			
	Autosuffisance totale (+100%)	Autosuffisance fragile (80%-100%)	Autosuffisance partielle (50%-80%)	Faible Autosuffisance (10%-50%)	Dépendance totale ou quasi totale (0%-10%)
Forte consommation (1 ^{er} quintile)	Pommes de terre Pommes	Carottes et navets Oignons secs	Melons - Pêches et nectarines	Tomates - Bananes Clémentines	Oranges Ananas
(2 ^e quintile)	Maïs doux Choux fleurs et brocolis Haricots frais Prunes - Pois frais	Choux	Laitues et chicorées Poires Concombres	Raisins de table Courges et courgettes	
(3 ^e quintile)		Poireaux Abricots - Epinards	Champignons Kiwis	Poivrons et piments Pastèques - Fraises	Pamplemousse Citrons - Avocats Olives de bouche
(4 ^e quintile)		Artichauts Cerises	Manioc - Plantains Ail - Asperges	Aubergines Noisettes - Mangues	Amandes Figs
Faible consommation (5 ^e quintile)	Echalotes Noix		Châtaignes Myrtilles - Griottes Cassis et groseilles	Patates douces Papayes	Dattes - Kakis Pistaches

En souligné : Agrumes et fruits exotiques difficilement productibles en France métropolitaine

Source : Solagro

Les changements des habitudes des consommateurs concernant la durabilité et la santé ne concernent qu'une minorité de la population. Le COVID a fait exploser le nombre de clients intéressés, puis cela s'est atténué quand la situation est revenue à la normale. En effet, le circuit court demande un effort financier et organisationnel au consommateur contrairement à l'achat en grandes surfaces.

L'inflation et le coût de l'énergie n'ont pas vraiment affecté son entreprise étant donné que sa charge principale est le coût de la main d'œuvre.

Enfin, les conditions climatiques ont changé l'évolution du planning des cultures. De plus, il y a des légumes cultivables alors que nous ne pouvions pas produire auparavant comme la patate douce. Il y a également des légumes, comme le chou de Bruxelles, qui sont plus compliqués à produire à cause de la chaleur, ce qui augmente les charges comme l'eau.

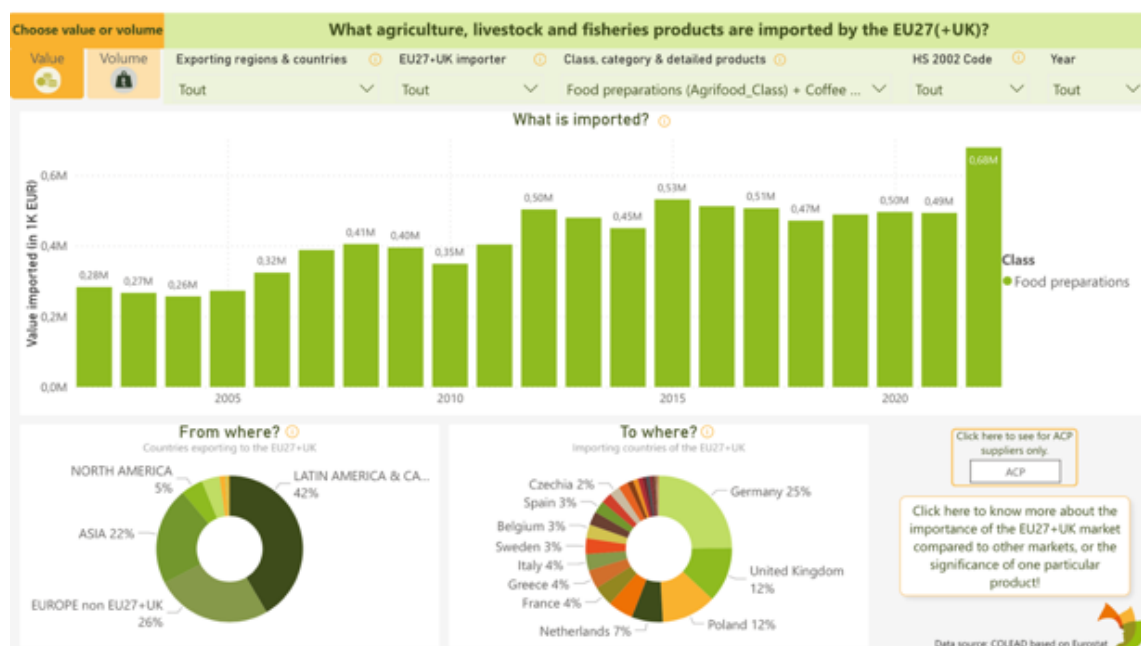
3.3 Importateur de café

Le continent européen est celui où la population consomme le plus de café. Tout d'abord, ce sont les Pays-Bas qui en boivent le plus avec 8,3 kilogrammes par an par personne. La Belgique occupe la huitième place avec une consommation annuelle de 4,9 kg. (Pointereau, 2022)

C'est pour cela que j'ai interviewé le fondateur de High Five Coffee situé à Louvain-La-Neuve. High Five Coffee propose des cafés de spécialité, notamment l'Arabica, venant du Brésil, El Salvador, Chili, Afrique centrale, l'Éthiopie, Ouganda, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Sumatra, Java et enfin de l'Australie depuis quelques années. Ce café est torréfié sur place pour le vendre à la consommation en B2C ou pour en acheter en vrac uniquement en Belgique. (High Five Coffee, 2024).

Le graphique du COLEAD ci-dessous affirme que nous examinons une hausse des importations en valeur. En 2010, l'Europe importait 0,35M d'euros comparé à 2022 avec 0,68M d'euros. Les importations proviennent de : 42% de l'Amérique Latine, 26% d'Europe non EU27+UK, 22% de l'Asie, 5% de l'Amérique du nord et 5% de l'Afrique. (COLEAD, 2023a). Le café traverse ensuite l'Europe afin d'être transformé et torréfié avant d'être exporté. (Pointereau, 2022).

Graphique 12 : Importations de produits issus de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche - café



Source : COLEAD basé sur Eurostat

Sur une année, High Five Coffee importe entre 5 et 7 tonnes de grains de café vert. Trois tonnes sont vendues en magasin et le reste en B2C via des packs. Cependant, toute la quantité importée est vendue car, en travaillant avec des FINCA, une ferme traditionnelle en Amérique Latine, celles-ci ne peuvent pas forcément répondre à la demande de tous les clients. Les quantités importées sont limitées afin d'éviter le gaspillage mais aussi à cause des saisonnalités, des conditions climatiques, etc. C'est pour cela que High Five Coffee fonctionne avec deux périodes de récoltes différentes sur la ceinture du café. S'il y a cependant des restes qui ne rentrent pas dans les standards de torréfaction, ceux-ci sont distribués aux restos du cœur, aux banques alimentaires, etc.

Les grains de café de spécialité sont vendus entre 12 et 30 euros le kilogramme car ceux-ci proviennent de micro-plantations. Après torréfaction, le café est vendu à 12,75€ les 250 grammes comparé au prix d'achat des grains de café à 14€ le kg. La grande distribution quant à elle, vend son café à plus ou moins 7 euros le kg. (L. Dellisanti, CEO High Five Coffee, février 2024). Alors que les producteurs de grandes distributions ne parviennent pas à dépasser le seuil de pauvreté en raison de la rémunération insuffisante, car la production de café est très concentrée et ces producteurs ne perçoivent que 2,7% à 4,8% de la valeur d'un café en dosettes. (Pointereau, 2022). De plus, le prix du café est influencé par la bourse. Il va donc varier à la

hausse ou à la baisse en fonction des récoltes, de la demande, de l'offre, de la calibration... (L. Dellisanti, CEO High Five Coffee, février 2024).

Les crises telles que le Covid et la guerre en Ukraine ont affecté l'entreprise High Five Coffee notamment concernant l'électricité, les salaires et les matières premières. Cependant, l'entreprise n'a pas augmenté ses prix proportionnellement car l'objectif était de garder la clientèle fidèle. (L. Dellisanti, CEO High Five Coffee, février 2024).

Les risques liés au changement climatique et à l'augmentation des parasites constituent une menace pour le secteur du café. Il est prévu que, d'ici 2050, 50% des terrains ne soient plus adaptés à la culture du caféier. (Pointereau, 2022). En effet, les parasites étaient tués par le froid avant d'atteindre les 2000 mètres d'altitude nécessaire à la plante.

Une alternative Européenne à l'Arabica est la Robusta, un autre type de café produit en Italie, avec plus de caféine, mais moins de sucre, moins de protéines, moins d'amidon, moins d'acide, qui vont faire que l'éventail de saveurs lors de la torréfaction va être moindre. Le fondateur de High Five Coffee n'est pas prêt à trouver des alternatives européennes. Car, lorsque le produit change, le goût, le savoir-faire, l'histoire et la passion ne sont plus les mêmes. (L. Dellisanti, CEO High Five Coffee, février 2024).

3.4 Conclusion des interviews

Les défis auxquels sont confrontés les producteurs dans le secteur agroalimentaire sont multiples et complexes. La nécessité de diversification et de spécialisation, tant au niveau des produits que des marchés, est devenue capitale. Cette nécessité provient d'une baisse de la consommation sur le marché national.

Les ressources disponibles sont de plus en plus contraignantes. D'une part, l'accès aux terres agricoles reste difficile, les contrats de location à long terme sont une source d'incertitude pour les producteurs. C'est pour cela que des contrats de location à court terme sont mis en place visant à maximiser les profits, ce qui peut conduire à la dégradation des sols. D'autre part, les ressources disponibles varient en fonction du climat européen.

Le réchauffement climatique, influence directement les cultures, rendant certaines plus difficiles à entretenir. Les parasites foisonnent, menaçant des secteurs entiers comme celui du

café. De plus, la pollution est également un défi principal, touchant tant les sols que les ressources en eau, ainsi que la santé humaine.

L'inflation des prix impacte aussi le secteur. Des fluctuations entraînent une diminution de la consommation et du pouvoir d'achat. Les taxes et les coûts sociaux entraînent une pression supplémentaire sur les entreprises, tandis que les producteurs de café hors Europe peinent à obtenir une rémunération équitable.

Malgré une autosuffisance européenne garantie et la sensibilisation croissante de l'écologie et de la qualité des produits pour une minorité de consommateurs, la majorité reste axée sur les prix, soutenant les importations massives et croissantes. En effet, les circuits courts demandent plus d'efforts et sont souvent négligés au profit des grandes surfaces.

Les entreprises sont également confrontées à des défis réglementaires, dans un contexte où les accords commerciaux et les structures européennes contiennent des lacunes et des divergences importantes entre les pays. De plus, ces accords commerciaux favorisent les importations.

Dans cette situation complexe, la nécessité de s'adapter continuellement et de trouver des solutions innovantes est essentielle afin d'assurer la rentabilité et la durabilité du secteur agroalimentaire européen.

4. Solutions

En faisant le parallèle entre la théorie et la pratique, nous observons que le secteur agricole est confronté à de nombreuses problématiques auxquelles il est nécessaire de trouver des solutions. Celles-ci aideront à rendre l'Europe moins dépendante du reste du monde dans l'industrie agroalimentaire tout en assurant la durabilité et la rentabilité du secteur ainsi que la sécurité alimentaire mondiale.

4.1 Encourager la production locale

Malgré une autosuffisance alimentaire européenne concernant de nombreux produits, les importations sont en augmentation croissantes, principalement en raison des coûts de main-d'œuvre et de production moins élevés ailleurs. Pour encourager la production locale tout en maintenant la compétitivité des prix, ces solutions sont suggérées :

1. Faciliter l'accès aux terres pour les agriculteurs afin d'augmenter la production locale et garantir une meilleure sécurité alimentaire. Par exemple, l'État peut favoriser la surface agricole plutôt que l'urbanisation par un pourcentage légal. Les pouvoirs publics doivent assurer un équilibre entre les territoires urbains, ruraux et les populations dans le but de conserver les ressources naturelles et la biodiversité tout en produisant durablement une alimentation saine et de qualité. (FIAN Belgium, 2017). Cette solution pourrait conduire à une plus grande compétitivité et, par conséquent, une diminution des prix. Les politiques commerciales libérales encouragent cette concurrence qui stimule l'innovation et permet la circulation sans restriction des biens et des services. Cela amplifie les avantages de la production de qualité au meilleur prix. (OMC, n.d.). Pour que cette solution fonctionne, il est important de favoriser des échanges basés sur la concurrence loyale et le bénéfice mutuel des acteurs économiques. De plus, il est crucial de s'opposer à l'achat de terres agricoles ou environnementales sensibles par de grandes multinationales et de mettre fin aux subventions anticoncurrentielles et au dumping de produits bon marché afin de protéger les producteurs locaux.
2. Offrir une aide pour stimuler la production locale et assurer une rémunération équitable aux agriculteurs. D'une part, la réduction des taxes encouragera la production locale. D'autre part, la rémunération équitable des agriculteurs peut se réaliser, par exemple, avec un relèvement du revenu individuel de chaque agriculteur. En effet, les aides

agricoles représentent en moyenne 100% du revenu courant avant impôt des agriculteurs français. De plus, les aides basées sur le nombre d'employés plutôt que sur la surface d'exploitation pourrait être bénéfique. Cela favoriserait les exploitations agroécologiques et les modèles de production intensifs en main d'œuvre. Nous pourrions aussi instaurer des formations pour la main d'œuvre, basées sur des pratiques durables. Ces solutions ont pour but d'augmenter la population agricole ainsi que la production locale.

3. Favoriser la production des viandes protéinées et des oléagineux en Europe. Cela permettrait de diminuer les importations massives de ces produits. Par conséquent, cela diminuerait notre dépendance vis-à-vis du continent américain concernant ces produits. En effet, d'une part la libéralisation du commerce favorise la croissance économique en permettant aux pays de se spécialiser dans ce qu'ils peuvent produire de mieux et d'échanger ces produits avec d'autres pays, selon le principe de l'avantage comparatif. D'autre part, cette spécialisation peut entraîner la disparition de certaines productions nationales. (Rainlli, 2015).

4.2 Changer le comportement des consommateurs et des décideurs

Certes, les habitudes de consommation évoluent vers une consommation plus durable, locale et meilleure pour la santé. Seulement, une petite partie de la population (environ 3 à 4 %) adopte ces pratiques. Voici les solutions proposées :

1. Sensibiliser les consommateurs aux avantages des circuits courts et aux désavantages des produits importés hors Europe pour augmenter la demande, répondre aux attentes sociétales et permettre aux agriculteurs de vendre leurs produits plus facilement. Par exemple, il faudrait jouer sur les prix par rapport à la provenance des produits. En pratique, une tomate belge devrait être à 3€, une tomate européenne devrait être à 3,50€ et une tomate hors Europe devrait être à 5€ par le biais de taxes.
2. Faciliter l'accès aux circuits courts pour les consommateurs afin de rendre cette option aussi pratique que les supermarchés. Par exemple, il faudrait installer un distributeur de produits locaux dans chaque ville regroupant tous les producteurs afin d'avoir une diversité de produits au même endroit.

3. Instaurer des quotas d'importation plus stricts sur les produits étrangers dont l'Europe est autosuffisante, en tenant compte des préoccupations des pays pauvres en matière de sécurité alimentaire. Une gouvernance appropriée pour réguler les relations commerciales doit être mise en place. Cependant, il est important d'aider les pays en développement sur place et de favoriser leur autosuffisance économique plutôt que de simplement réduire les droits de douane en leur faveur. Car les inégalités économiques persistent encore, avec des dépenses alimentaires plus lourdes dans les pays les plus pauvres et une diversification alimentaire plus lente. (Asselain & Blancheton, 2000).
4. Réduire de moitié le gaspillage alimentaire grâce à des législations plus strictes et des initiatives visant à améliorer l'efficacité du système alimentaire. Par exemple, nous pouvons revoir le système de dates de péremption. En effet, si nous indiquons la date limite de vente et la date limite de consommation, les consommateurs seraient moins susceptibles de jeter leurs nourritures dès la date de péremption alors qu'il est encore consommable. Un autre exemple est d'uniformiser le tri des déchets en Europe ainsi que les taxes des déchets organiques. En effet, la Belgique est développée au niveau du tri, cependant ce n'est pas le cas de tous les pays européens.

4.3 Garantir une transition réussie vers des pratiques agroécologiques

D'autres défis majeurs dans le secteur agricole européen sont le climat et l'insuffisance de prise en compte des préoccupations environnementales dans la distribution des aides. Il est important de soutenir les agriculteurs dans la promotion d'une agriculture productive, résiliente et durable, notamment en favorisant une transition vers des pratiques agroécologiques. Pour cela, il est nécessaire de réorienter le secteur agricole de l'UE vers l'exportation nette de calories et de protéines, ce qui implique la réduction de la production animale intensive et l'augmentation de la diversification des cultures. Cependant, des obstacles tels que la nationalisation des politiques et la résistance aux changements environnementaux peuvent entraver cette transition. Pour garantir une transition réussie vers des pratiques agricoles durables, des solutions sont nécessaires :

1. Adopter différentes approches telles que la sobriété, l'efficacité, la relocalisation et la substitution pour réduire l'empreinte importée. Par exemple, en encourageant la production locale de légumes et d'huile végétale tout en réduisant la consommation de café importé. (Annexe 4).

2. La PAC a déjà mis en place des aides concernant : les prairies permanentes, une prime de diversification pour les maraîchers, l'entretien et la préservation des surfaces à intérêt écologique, une taxe liée à l'utilisation de pesticides et engrais chimiques ainsi qu'une taxe proportionnelle aux émissions de GES de l'exploitations agricole. Cependant, il faudrait la remodeler en s'inspirant de l'économie publique pour inciter les exploitations agricoles européennes à adopter des pratiques plus durables, résilientes et respectueuses de l'environnement afin de réduire les consommations de ressources naturelles et les émissions de gaz à effet de serre. Par exemple, cela pourrait inclure des aides pour les exploitations situées sur des zones d'intérêt environnemental. De plus, il faudrait instaurer une fiscalité environnementale accordant une subvention au respect des bonnes pratiques qui génèrent des externalités positives et une taxation lors d'externalités négatives sur l'environnement. Ces solutions visent à soutenir les méthodes de production améliorant la valeur nutritionnelle et sanitaire des produits alimentaires.

3. Renforcer le contrôle des normes sociales, sanitaires et environnementales des importations vers l'UE pour éviter une concurrence déloyale avec des producteurs étrangers ne respectant pas ces normes. Dans le contexte actuel, un libéralisme commercial sans règles claires risque de conduire à davantage de protectionnisme. L'OMC joue un rôle crucial dans la régulation du commerce international, mais son application et son contrôle sont essentiels pour éviter les controverses. De plus, la réindustrialisation en Europe peut réduire la dépendance aux chocs économiques mondiaux en assurant une production locale de biens essentiels. Il est donc important de protéger les petits producteurs contre les pratiques déloyales et les abus de dépendance économique. Les accords commerciaux doivent être équilibrés, durables et cohérents avec les politiques internes de l'UE, avec des clauses sociales et environnementales strictes.

4. Simplifier les procédures administratives liées à l'obtention des aides de la PAC et s'assurer que les changements récents dans les mesures agro-environnementales et climatiques ne pénalisent pas les agriculteurs engagés dans des pratiques respectueuses de l'environnement. Comme il a été fait lors de la réforme de la PAC concernant les Mesures Agro-Environnementales et Climatiques MB5 et MC7, et leur intégration dans la BCAE8.

En prenant en compte toutes les solutions, l'équilibre devrait être trouvé entre l'ouverture commerciale équitable de produits durables et la protection des industries locales. Cela pourrait se réaliser en encourageant la production locale, en changeant le comportement des consommateurs et des décideurs ainsi qu'en garantissant une transition réussie vers des pratiques agroécologiques.

Il est important de noter que d'autres solutions peuvent être décrites, seules les plus représentatives de mon analyse ont été évoquées.

5. Conclusion

En conclusion, le libre-échange permet d'échanger une diversité de produits alimentaires entre les pays du monde entier afin d'assurer la sécurité alimentaire. La spécialisation et les différences de climat permettent de jouer sur l'optimisation des coûts de production. Cette politique commerciale favorise l'innovation, la compétitivité et la guerre des prix. Les échanges alimentaires mondiaux, basés sur la concurrence loyale et le bénéfice mutuel des acteurs économiques, ont un rôle crucial dans la promotion de la paix et de la stabilité en nourrissant les populations à travers le monde et en permettant une transition agroécologique réussie. De plus, l'Europe a un excédent alimentaire qui contribue à la sécurité alimentaire mondiale.

Cependant, il est important d'établir des règles protectionnistes. Ces règles ont pour but de limiter la concurrence déloyale, protéger les producteurs locaux et faire respecter les normes environnementales et sociales. Des instruments tels que les quotas d'importations sur les produits alimentaires pour lesquels l'Europe est autosuffisante peuvent contribuer à établir ces règles. Ces instruments doivent être accompagnés d'un changement de comportement des consommateurs. De plus, le protectionnisme aide à l'indépendance de l'Europe envers le reste du monde dans le secteur agroalimentaire. Cette dépendance peut être améliorée en encourageant la production locale par la facilitation de l'accès aux terres et par une rémunération équitable des agriculteurs. Cette production locale amènera de la compétitivité, favorisera la consommation locale et limitera les importations des produits étrangers.

Il est donc nécessaire de trouver un bon équilibre entre ces deux politiques commerciales dans le but de garantir la sécurité alimentaire dans le monde tout en protégeant les producteurs locaux Européens.

Pour conclure, il est possible mais pas avantageux d'adopter une politique protectionniste européenne dans le secteur agro-alimentaire. Cette approche pourrait être possible et avantageuse concernant les produits pour lesquels l'Union Européenne est autosuffisante, en suivant les solutions données ci-dessus. Cependant, cette démarche n'est pas possible ni avantageuse concernant les produits pour lesquels l'Union Européenne n'est pas autosuffisante, même si un changement de comportement des consommateurs vers une consommation saisonnière est essentiel.

6. Limites

Ce mémoire présente plusieurs limites qui expliquent son manque de complétude.

Tout d'abord, l'échantillon des données n'est pas homogène entre les pays, les produits... ce qui peut rendre difficile leur comparaison comme, par exemple, les valeurs d'importation et d'exportation.

Ensuite, les solutions évoquées nécessitent des décisions prises au niveau européen ce qui rend indispensable l'acceptation des autres États membres.

Puis, l'évolution du taux de change de l'euro par rapport à d'autres devises comme le Yen, le dollars, etc. peut également limiter la compétitivité des produits importés par rapport aux produits européens.

De plus, les solutions proposées sont souvent théoriques ou inspirées d'expériences similaires dans d'autres régions du monde, mais leur mise en œuvre n'a pas encore été expérimentée.

Enfin, la complexité et la diversité des produits alimentaires ainsi que les différentes législations applicables dans ce secteur rendent difficile une exploration complète dans le cadre de ce mémoire.

7. Bibliographie

AFSCA. (2020). *Structure de l'AFSCA*. Extrait le 7/01/2024 de [https://www.favv-afsca.be/professionnels/apropos/structure/#:~:text=Elle%20contrôle%20non%20seulement%20les,phytosanitaires%20\(secteur%20des%20végétaux\).](https://www.favv-afsca.be/professionnels/apropos/structure/#:~:text=Elle%20contrôle%20non%20seulement%20les,phytosanitaires%20(secteur%20des%20végétaux).)

Alvenat. (2023). *Huilerie Alvenat*. Extrait le 12/12/2023 de <http://www.alvenatproduction.com/collections/huiles/nature/>

Asselain, J-C. & Blancheton, B. (2000). Les équilibres vitaux : la dépendance alimentaire de l'Europe. *Revue Économique*, 51(2), 195-212. Extrait le 27/10/2023 de https://www.jstor.org/stable/pdf/3503117.pdf?refreqid=fastly-default%3A3e71b72e6490c16db779b880fc61eb15&ab_segments=&origin=&initiator=&acceptTC=1

Au rendez-vous des Normands. (2021). *Impacts des produits alimentaires importés*. Extrait le 25/01/2024 de <https://aurendezvousdesnormands.fr/impacts-des-produits-alimentaires-importes>

Biowalllonie. (2020). *Huilerie Alvenat*. Extrait le 7/01/2024 de <https://www.biowalllonie.com/wp-content/uploads/2020/02/4.grande-cultures-Alvenat.pdf>

Blancheton, B. (2020). 9. Adam Smith et la richesse des nations. Dans : , B. Blancheton, *Sciences économiques* (pp. 22-23). Paris: Dunod. Extrait le 13/04/2024 de <https://www.cairn.info/sciences-economiques--9782100805587-page-22.htm>

Bricas, Nicolas. (2017). *Les limites des systèmes alimentaires industrialisés*. Une écologie de l'alimentation. Partie 2, Chapitre 7. Éditions Quae. Extrait le 31/10/2023 de https://www.chaireunesco-adm.com/IMG/pdf/07_chapitre_7.pdf

CBI. (2024b). *Entering the European market for olive oil*. Extrait le 4/03/2024 de <https://www.cbi.eu/market-information/processed-fruit-vegetables-edible-nuts/olive-oil/market-entry>

CBI. (2024a). *The European market potential for olive oil*. Extrait le 4/03/2024 de <https://www.cbi.eu/market-information/processed-fruit-vegetables-edible-nuts/olive-oil/market-potential>

Centre de documentation Économie Finances. (2023). *L'importation de produits alimentaires*. Extrait le 25/01/2024 de <https://www.economie.gouv.fr/cedef/importation-denrees-alimentaires>

Certisys. (n.d.). *À propos de Certisys*. Extrait le 7/01/2024 de <https://www.certisys.eu/a-propos/>

COLEAD. (2023a). *Commerce UE-monde des produits agroalimentaires : importations de produits issus de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche*. Extrait le 10/03/2024 de <https://www.colead.link/fr/statistiques/>

COLEAD. (2023b). *Commerce UE-monde des produits agroalimentaires : exportations de produits issus de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche*. Extrait le 10/03/2024 de <https://www.colead.link/fr/statistiques/>

5^{ème} Conférence Ministérielle pour l'Agriculture de L'Union Africaine et l'Union Européenne. (2023). *Session thématique sur « Résilience climatique des systèmes agro-alimentaires*. Extrait le 5/11/2023 de https://agriculture.ec.europa.eu/system/files/2023-06/fifth-au-eu-conference-concept-note-climate-resilience_fr_0.pdf

Commission Européenne. (2023a) *Actions de l'UE visant à renforcer la sécurité alimentaire mondiale*. Extrait le 27/10/2023 de https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/stronger-europe-world/eu-actions-enhance-global-food-security_fr

Commission Européenne. (2017). *Agriculture : un partenariat entre l'Europe et les agriculteurs*. Extrait le 26/02/2024 de <https://www.europedirectpyrenees.eu/wp-content/uploads/agriculture.pdf>

Commission Européenne. (2023b). *Agriculture : valeur record pour le commerce agroalimentaire de l'UE en novembre 2022*. Extrait le 3/11/2023 de <https://france.representation.ec.europa.eu/informations/agriculture-valeur-record-pour-le-commerce-agroalimentaire-de-lue-en-novembre-2022-2023-03->

[07_fr#:~:text=Toutefois%2C%20en%20raison%20de%20la,des%2011%20mois%20de%202022.](#)

Commission Européenne. (2023d). *Échanges agroalimentaires de l'UE en 2022*. Extrait le 1/03/2024 de https://www.3trois3.com/derniere_heure/echanges-agroalimentaires-de-lue-en-2022_16282/

Commission Européenne. (2023e). *Marchés hors UE*. Extrait le 5/03/2024 de <https://trade.ec.europa.eu/access-to-markets/fr/non-eu-markets>

Commission Européenne. (2023c). *Pacte vert pour l'Europe : une utilisation plus durable des ressources naturelles végétales et des sols*. Extrait le 31/10/2023 de https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_23_3565

Commission Européenne. (2014). *Selon un rapport de l'UE, les entraves au commerce mondial se multiplient*. Extrait le 11/04/2024 de https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_14_1683

Conseil Européen. (2024). *Sécurité alimentaire et caractère abordable des denrées alimentaires*. Extrait le 1/03/2024 de <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/food-security-and-affordability/>

Daniel, J. (2022). *Commerce: les pays de l'Union Européenne échangent surtout entre eux*. Extrait le 21/01/2024 de <https://www.touteleurope.eu/economie-et-social/commerce-les-pays-de-l-union-europeenne-echangent-surtout-entre-eux/>

David, R. (1977). *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*. Dans P. Dockès (Éd.), & A. Fonteyraud & F. S. Constâncio (Trad.), Paris : Flammarion. Extrait le 13/04/2024.

Daviron, B. (2012). Prix internationaux des produits alimentaires : volatilité ou hausse durable : Implications pour le débat international. *Revue Tiers Monde*, 211, 91-109. Extrait le 13/04/2024 de <https://doi.org/10.3917/rtm.211.0091>

Eurostat. (2023a). *Importations de biens – produits alimentaires, boissons et tabac*. Extrait le 5/11/2023 de <https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/teiet120/default/table?lang=fr>

Eurostat. (2023b). *Exportations de biens – produits alimentaires, boissons et tabac*. Extrait le 5/11/2023 de <https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/teiet020/default/table?lang=fr>

Fevia. (2023). *Commerce extérieur*. Extrait le 5/03/2024 de <https://www.fevia.be/fr/industrie-alimentaire/commerce-exterieur>

Ferrere, P. (2016). *Qu'est-ce que la volatilité ?* Extrait le 21/05/2024 de https://www.europarl.europa.eu/cmsdata/97415/PatrickFerrere-presentation_volatilite.pdf

FIAN Belgium. (2017). *L'accès au foncier agricole doit impérativement évoluer !* Extrait le 6 mai de <https://www.fian.be/L-acces-au-foncier-agricole-doit-imperativement-evoluer?lang=nl#:~:text=Un%20bail%20à%20ferme%20qui,aux%20évolutions%20de%20l'a%20agriculture>

Finances publiques. (2020). *Les marchés des denrées alimentaires en temps de COVID-19*. Extrait le 22/02/2024 de https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&ved=2ahUKEwj9qGf5L6EAxW_gP0HHX5iAvIQFnoECA8QAQ&url=https%3A%2F%2Fwww.imf.org%2F%2Fmedia%2FFiles%2FPublications%2F covid19-special-notes%2Fen-special-series-on-covid-19-food-markets-during-covid-19.ashx&usg=AOvVaw2QYQjYi63h2kYeRsu-lWX3&opi=89978449

Food and Drug Administration. (2022). *Hazard Analysis Critical Control Point (HACCP)*. Extrait le 7/01/2024 de <https://www.fda.gov/food/guidance-regulation-food-and-dietary-supplements/hazard-analysis-critical-control-point-haccp#:~:text=HACCP%20is%20a%20management%20system,Dairy%20Grade%20A%20Voluntary%20HACCP>

Galice, G. (2011). Friedrich List (1789-1846). *Médium*, 29, 234-247. Extrait le 7/04/2024 de <https://doi.org/10.3917/mediu.029.0234>

Gamberini Giulietta. (2022). *Importations: la dépendance alimentaire de la France dévore 9 millions d'hectares à l'étrangers*. Extrait le 25/01/2024 de <https://www.latribune.fr/entreprises->

[finance/industrie/agroalimentaire-biens-de-consommation-luxe/importations-la-dependance-alimentaire-de-la-france-devore-9-millions-d-hectares-a-l-etranger-913809.html](https://fr.statista.com/infographie/27910/part-importations-alimentaires-affectees-par-des-restrictions-exportations-par-pays/)

Gaudiaut Tristan. (2022). *Importations alimentaires: les pays les plus affectés par la crise*. Extrait le 24/01/2024 de <https://fr.statista.com/infographie/27910/part-importations-alimentaires-affectees-par-des-restrictions-exportations-par-pays/>

Hiault, R. (2019). *La Chine est le pays le plus protectionniste vis-à-vis de l'Europe*. Extrait le 7/04/2024 de <https://www.lesechos.fr/monde/europe/la-chine-est-le-pays-le-plus-protectionniste-vis-a-vis-de-leurope-1029884>

ISO. (n.d.) *ISO 22000. Food safety management*. Extrait le 7/01/2024 de <https://www.iso.org/iso-22000-food-safety-management.html>

Jeanneney, J-M. (1978). *Pour un nouveau protectionnisme*, pp.95 et 96. Extrait le 7/04/2024.

Kiss, Monica. (2020). *Perspectives démographiques pour l'Union Européenne 2020*. Extrait le 3/11/2023 de [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2020/646181/EPRS_STU\(2020\)646181_FR.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2020/646181/EPRS_STU(2020)646181_FR.pdf)

Kriff, J. (2011). Un économiste presque oublié : Friedrich List. *Humanisme*, 291, 88-90. Extrait le 7/04/2024 de <https://doi.org/10.3917/huma.291.0088>

Levard Laurent. (2023). *L'impact des accords Européens et internationaux sur le commerce des produits alimentaires*. Extrait le 24/01/2024 de <https://gret.org/limpact-des-accords-europeens-et-internationaux-sur-le-commerce-des-produits-alimentaires/>

Mirlicourtois, A. (2018). *Europe, Chine, Japon, États-Unis : qui est le plus protectionniste ?* Extrait le 13/04/2024 de <https://www.xerficanal.com/economie/emission/Alexandre-Mirlicourtois-Europe-Chine-Japon-Etats-Unis-qui-est-le-plus-protectionniste-3745774.html>

OCDE/FAO. (2023). *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2023-2032*. Éditions OCDE, Paris. Extrait le 27/10/2023 de <https://doi.org/10.1787/a187ca6c-fr>

OMC. (n.d.). *Les arguments en faveur d'un commerce ouvert*. Extrait le 22/04/2024 de https://www.wto.org/french/thewto_f/whatis_f/tif_f/fact3_f.htm

Parlement Européen. (2023). *Commerce international : la position de l'Union Européenne*. Extrait le 21/01/2024 de <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/headlines/economy/20180703STO07132/commerce-international-la-position-de-l-union-europeenne-infographie>

Poingt, G. (2018). *Protectionnisme : quels sont les pays qui se protègent le plus ?* Extrait le 13/04/2024 de <https://www.lefigaro.fr/conjoncture/2018/03/13/20002-20180313ARTFIG00130-protectionnisme-quels-sont-les-pays-qui-se-protègent-le-plus.php#>

Pointereau, P. (2022). *La face cachée de nos consommations : quelles surfaces agricoles et forestières importées*. Extrait le 28/02/2024 de https://www.deforestationimportee.ecologie.gouv.fr/IMG/pdf/f117_brochure-importations-solagro-web.pdf

Programme Alimentaire Mondial. (2023). *Qui sommes-nous ?* Extrait le 27/10/2023 de <https://fr.wfp.org/qui-sommes-nous>

Rainelli, M. (2015). *Le commerce international*, 10^e édition, p43, Collection Repères, Paris, La Découverte, 2009. Extrait le 13/04/2024 de <https://www.cairn.info/le-commerce-international--9782707185464-page-23.htm>

Rainelli, M. (2015). IV. Protection et libre-échange. Dans : Michel Rainelli éd., *Le commerce international* (pp. 81-108). Paris: La Découverte. Extrait le 22/04/2024 de <https://www.cairn.info/le-commerce-international--9782707185464-page-81.htm>

Sapir, J. (2010). Libre-échange ou juste échange ?. *Cités*, 41, 71-87. Extrait le 22/04/2023 de <https://doi.org/10.3917/cite.041.0071>

Stabel. (2023). *Indice des prix à la consommation*. Extrait le 27/10/2023 de <https://statbel.fgov.be/fr/themes/prix-la-consommation/indice-des-prix-la-consommation>

United Nations. (n.d.). *The Paris Agreement*. Extrait le 29/10/2023 de <https://unfccc.int/process-and-meetings/the-paris-agreement>

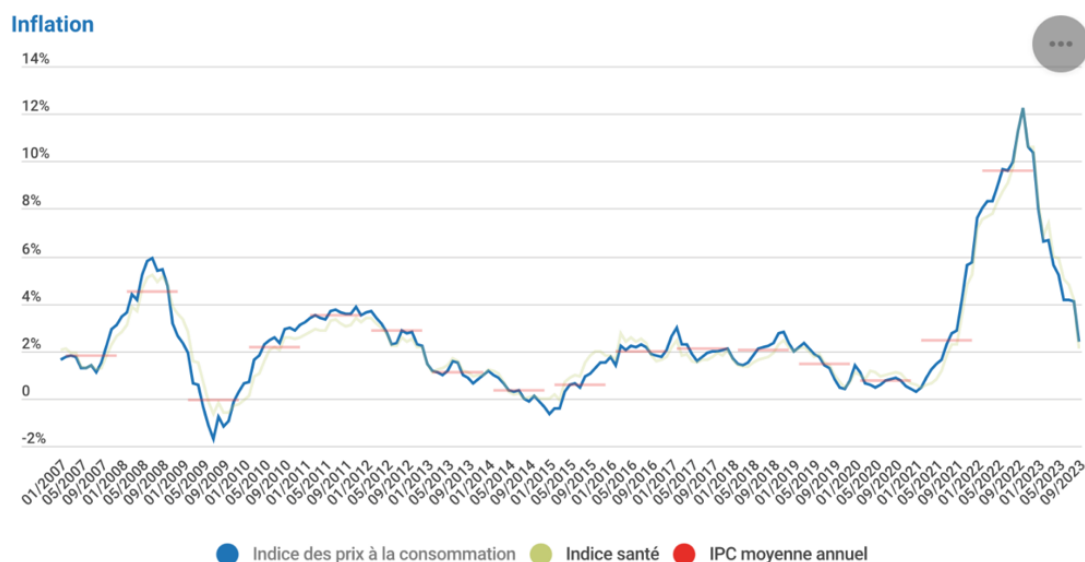
Yanatma, S. (2023). *Les salaires reels en baisse en Europe : quels sont les pays les plus touchés ?* Euronew. Extrait le 5/11/2023 de <https://fr.euronews.com/next/2023/09/04/les-salaires-reels-en-baisse-en-europe-quels-sont-les-pays-les-plus-touchees>

WWF. (2022). *L'Europe dévore la planète: comment les modes de production et de consommation alimentaire européens impactent notre planète*. Extrait le 10/02/2024 de https://www.wwf.fr/sites/default/files/doc-2022-05/20220523_Rapport_Europe-d%C3%A9vore-la-plan%C3%A8te_WWFFrance.pdf

Zleptnig S. (2010). *Non-economic objectives in wto law : justification provisions of gatt gats sps and tbt agreements*. Martinus Nijhoff, pp.21 et 23. Extrait le 7/04/2024.

8. Annexes

Annexe 1 : L'inflation en fonction de l'indice des prix à la consommation, de l'indice santé et du IPC moyen annuel

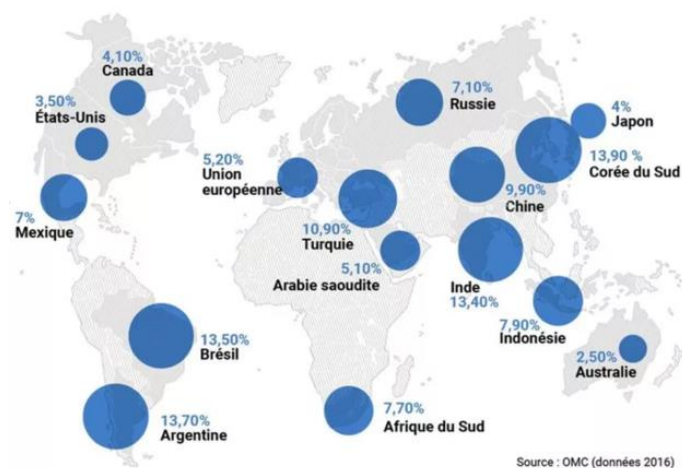


Source des données : Statbel

Annexe 2 : Taux de droits de douane moyen appliqué en 2016

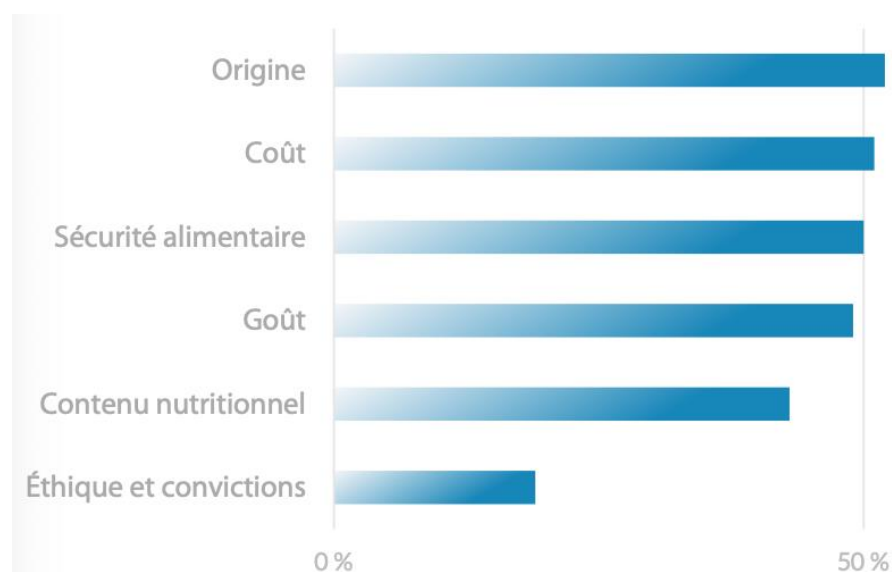
La Corée du Sud, championne du protectionnisme parmi les pays du G20

TAUX DE DROITS DE DOUANE MOYEN APPLIQUÉ (en 2016)



Source : OMC

Annexe 3 : Éléments auxquels les Européens accordent une attention particulière lorsqu'ils achètent des denrées alimentaires.



Source : Eurobaromètre

Annexe 4 : Scénario de réduction de l’empreinte importée pour les principaux produits

Scénario de réduction de l’empreinte importée pour les principaux produits						
	Empreinte actuelle en ha	Sobriété	Efficience	Relocalisation	Substitution	Niveau de baisse envisageable
Riz	108 000			*		Très faible
Autres céréales	560 000			***		Très élevée
Soja	1 347 000	***	**	*	*	Totale
Colza	472 000			***		Elevée
Tournesol	551 000			***		Elevée
Protéagineux	71 000			***		Elevée
Olive	262 000			***		Faible à élevée
Palmier à Huile	109 000	**			***	Totale
Cacao	1 157 000	***			*	Elevée
Café et thé	216 000	**			*	Elevée
Viandes	1 875 000	**		**	*	Très élevée
Produits laitiers	671 000	**		**	*	Très élevée
Agrumes	147 000	*			***	Faible
Légumes	138 000			***		Moyenne à élevée
Fruits à pépins et à noyaux	45 000			***		Elevée
Tabac	74 000	**				Faible
Coton	318 000	**			*	Faible
Caoutchouc	350 000	*	**			Faible
Bois	3 842 000	*	**	***		Très élevée
TOTAL	12 446 000					

Source des données : Solagro

9. Interviews

Interview 1 : Alvenat – producteur belge d’huile végétale

- M'autorisez-vous à enregistrer l'interview ?

Oui pas de soucis.

- Pour commencer, pouvez-vous m'expliquer ce que vous produisez ?

Le concept primaire de la société Alvenat c'est 100% Belge. On produit de l'huile de colza en première pression à froid. Toutes les graines sont d'origine Belge. Et on a commencé, mais ça va être beaucoup plus complexe, le tournesol 100% belge. Mais là, je ne suis pas sûr que cela va aller parce que le climat n'est pas tout à fait adapté. S'il y a un réchauffement climatique, ce n'est pas tout à fait adapté. Donc nos deux axes sont 100% Belge et l'aspect santé puisqu'on est en première pression à froid. Et de là, on a développé une gamme de l'huile de colza, des vinaigrettes et des sauces.

C'est une société familiale qui produit un peu plus de 1000 tonnes par an. La grosse difficulté est l'influence des importations aujourd'hui même au niveau Européen. Il y a vraiment un manque de structure au niveau Européen et des divergences énormes avec les pays de l'est dont l'Ukraine. Et il y a bien sûr l'impact des importations mondiales mais c'est plus sur du soja, maïs.

Donc nos deux axes commerciaux sont l'alimentation humaine et l'alimentation animale.

- Pouvez-vous m'expliquer le processus de production de votre produit ? Est-ce que vous cultivez les graines vous-même ?

Non, au départ, on a commencé comme ça en tant qu'agriculteur mais on a arrêté il y a deux ans. En effet, on a commencé à presser les graines qu'on produisait sur la ferme.

Maintenant, cela a pris une autre ampleur et on n'a plus de ferme. On achète à des collecteurs. Donc ce sont des sociétés comme Walagri, SCAM qui collectent les graines dans la région, qui les stockent et nous, on achète chez eux. Mais ça reste local et 100% belge.

- Avez-vous assez de ressources disponibles afin de produire la quantité voulue ? D'où proviennent-elles ?

C'est la difficulté, le colza conventionnel il n'y a pas de soucis car l'approvisionnement est 100% Belge. (Comme expliqué au-dessus). Sur le colza bio, il y a un souci de production au niveau national. Et sur le tournesol, si le climat ne change pas, on a deux échecs sur trois ans donc on n'est pas sûr de continuer sur cet axe car on ne peut pas se permettre d'avoir une année potentielle et l'année suivante rien.

- Quelle quantité produisez-vous par an ?

3500 litres en conventionnel. 35 000 en bio. 33 000 en huile de tournesol.

- Est-ce que les conditions climatiques affectent votre production ? Comment ?

Les conditions climatiques affectent la production des graines car il nous faut un peu de soleil en Belgique.

- Est-ce que le changement des habitudes alimentaires a modifié votre manière de produire ou votre volume de vente ? (Healthy, soucieux de l'environnement, de la composition des produits)

Non, on parle beaucoup de ce changement, le politique parle beaucoup mais la réalité du terrain est loin de la théorie. Aujourd'hui, seulement 3-4% des clients sont soucieux de l'environnement, soucieux de la qualité du produit. Et depuis la sortie du COVID, suite à la situation économique actuelle, pour les gens seul le prix importe.

- Est-ce que l'augmentation du coût de l'énergie et l'inflation des prix des dernières années ont affecté votre processus de production, votre chiffre d'affaires ?

On est dans une période compliquée car on a vécu des fluctuations du prix matières premières énormes. Au début de la guerre en Ukraine, la graine est passée de 600€ la tonne à 1000€ la tonne. Aujourd'hui, on l'achète à 474€ la tonne. Donc on peut voir la fluctuation du prix des matières premières, et ça c'est la grande complexité. Et sur l'historique d'Alvenat, c'est la troisième fois qu'on vit des paliers comme ça. Historiquement, on achetait à 175€ la tonne, il y a 12/13 ans. Puis de 175, on est passé à 300, puis de 300 à 500/600 puis 1000 et puis maintenant on redescend à 474.

Le coût de l'énergie ne nous a pas directement touchés car nous avons un contrat à prix fixe. Cela a influencé un peu à la fin du contrat mais on revient quasi à une normalité.

Ce qui nous touche fortement ce sont les taxes : le coût social, l'indexation des salaires et les taxes indirectes (précompte immobilier, assurances...). Même au sein de l'Europe, on est à des distorsions énormes. Par exemple, en Bulgarie, un ouvrier gagne 150€/mois et seulement 30€ de charges sociales.

- Êtes-vous soumis à certaines législations en matière de production ? Lesquelles ?

Tout ce qui est agrégation niveau normes alimentaires. Pour une petite société comme la nôtre, qui fait plus ou moins 1 million de chiffre d'affaires, on a autour de 8-9000€ de frais de contrôle. De plus, si j'ajoute toute la main d'œuvre, ça représente le salaire d'un quart temps. Il s'agit de toute la mise en place des normes, du suivi...

- Est-ce que les quantités produites sont vendues intégralement ? Y a-t-il assez de demande ? Quel est le prix de vente ?

Aujourd'hui, on vend presque tout sur la Wallonie. On produit autour de 350/400 000 litres. Maintenant, on commence à exporter sur la France, le Luxembourg et un peu la Hollande car on veut développer notre entreprise mais on est quand même dans la guerre des prix sur ce marché. Sinon en Colza, on est quasiment à flux tendu sur le conventionnel. En colza bio, c'est la chute libre car le marché du bio s'écroule dû à une baisse de consommation et une augmentation des prix.

Donc toutes nos productions sont vendues. Sauf en tournesol où on a un problème aujourd'hui, c'est qu'on est déconnecté par rapport aux prix. On est beaucoup trop cher, on ne sait pas ce qu'il va se passer et donc là on a du stock.

- Selon vous, y a-t-il peu ou trop de demandes en Belgique ? est-ce les consommateurs qui achètent des produits locaux ou plus des produits importés ?

Aujourd'hui, on fait importer de l'huile bio d'Italie quasi au même prix que ce qu'on produit ici en conventionnel. On importe autant car c'est juste une question de prix. Maintenant c'est loin du concept bio. En colza bio, les quantités produites sont très irrégulières au niveau annuel. Le bio est une filière qui est très mal structurée au niveau national car il n'y a pas assez de capacité de stockage, il y a des années où on ne récolte pas... c'est un peu complexe. Donc on ne peut pas se baser là-dessus.

Ce qui est encourageant c'est l'aspect local qui reprend un peu le dessus mais qui devra quand même être compétitif au niveau du prix car le pouvoir d'achat diminue et les choix sont différents (on préfère partir en vacances que d'acheter à manger).

Les accords commerciaux font qu'on est fortement influencé par les importations.

- Exportez-vous votre produit ? Si oui, en Europe ou hors Europe ? Dans quel pays exactement ? Si non, y avez-vous déjà pensé ?

On l'espère car on sent quand même une baisse de consommation sur le marché national. Et on espère qu'on pourra exporter hors Europe. J'espère que ça pourrait être un avantage, on vient de mettre le prix pour l'Arabie Saoudite, mais on va voir. Mais on va être obligé d'exporter, de trouver des marchés à l'extérieur pour avoir plus de profit, plus de diversité de clients. Le marché Belge dans l'agro-alimentaire est resté cloisonné et avec une structure très lourde.

- Conclusion

Quand on entend les discours politiques et la réalité du terrain, on est très loin du compte.

Interview 2 : Maraîcher Wille – fruits et légumes

- Pouvez-vous m'expliquer le processus de production de vos produits ? Quels sont les produits que vous produisez ? Ce que vous faites, le concept ? Tout est local, venant de Belgique ?

Donc moi je produis des légumes en culture biologique sur une surface de 2 hectares, donc c'est plutôt une petite surface, que je commercialise localement, c'est-à-dire dans un rayon de 25-30 km.

- Quelle quantité produisez-vous sur une année ?

Ben ça c'est très difficile à dire parce que bon, j'ai une grande diversité. Donc voilà quoi, c'est un peu facile, mais après, je veux dire, globalement c'est compliqué. Oui parce qu'il y a beaucoup de variétés donc ça change en fonction de la variété des légumes. Oui parce qu'il y a certains légumes qu'on produit de façon plus, en plus grande quantité, si je puis dire. Donc là c'est plus facile de donner des estimations. Mais après il y a toute une série de légumes qu'on fait à plus petite échelle parce que la demande est moins forte, mais qui nous permettent quand même d'avoir une rentabilité. Je pense qu'on fait des herbes, du persil, des choses comme ça, c'est des petites quantités, mais on le fait quand même. C'est que on se spécialise dans certaines choses et on abandonne d'autres parce que certains légumes on se fournit chez d'autres producteurs qui sont plus spécialisés et nous on se spécialise dans d'autres choses. Donc j'ai pas mal de fraisiers, je ne cultive pas de pommes de terre, je ne cultive pas. Après, je fais tous les légumes sous serre, donc les tomates, les aubergines, les poivrons... Même si on se spécialise... Je me suis un peu spécialisé dans les haricots.

- Avez-vous assez de ressources disponibles afin de produire la quantité voulue ? D'où proviennent-elles vos matières premières ?

Les matières premières, ce sont les semences, ce sont les plants. Les plants, bah ils sont produits... Enfin, chez un producteur ici en Belgique. Et semences, je vais dire, c'est quelque chose qui prend très peu de place, qui est facile à transporter. Donc, je veux dire ça, pour moi, il y a peut-être une dépendance technologique par rapport à certains pays. Mais je pense que là, à ce niveau-là, l'espace, ce n'est pas vraiment un souci au niveau de l'indépendance. Moi, ma matière première principale, quelque part, c'est la main-d'œuvre. C'est pour travailler, j'ai besoin de main-d'œuvre. Principalement. Un peu les machines aussi. Et notre main-d'œuvre, elle est belge. Elle est belge parce que je suis sur une petite surface. Mais bon, voilà, c'est clair qu'à

plus grande échelle, on a du mal à trouver de la main d'oeuvre belge. Donc bon voilà, ça quelque part il y a des gens quoi, donc logiquement ça ne serait pas un problème.

L'eau oui puisque j'ai un puits quoi. Là en fait la ressource, enfin je parle de façon générale, mais la ressource limitante souvent c'est le foncier, c'est le terrain. Je parle de façon globale, de façon générale, c'est l'accès à la terre. Ça c'est pour moi le gros problème parce que si on veut se passer de légumes, de marchandises, d'alimentation qui vient hors Europe, il faudrait quand même donner l'accès à la terre à plus de personnes qui peuvent s'installer sur des petites surfaces. Et tout est fait pour que tout le système est fait pour faire disparaître les fermes. Le problème c'est que pour accéder à la terre, c'est très compliqué. C'est-à-dire que pour que quelqu'un s'installe sur une terre, il lui faut de la sécurité à long terme. Et donc il lui faut un bail. L'idéal c'est d'avoir un bail qui dure pendant 20 ou 25 ans ou 30 ans. Et ça, je vais dire, à l'heure actuelle, tous les propriétaires, ils ne veulent plus entrer dans ce schéma de bail à ferme. Et donc ils font tout pour éviter de tomber dans le bail à ferme et donc je veux dire le résultat c'est que les terres sont cultivées... C'est un peu spécifique, mais à l'heure actuelle il y a de plus en plus de terres qui sont mises en location précaire à l'année et donc c'est tous des cultivateurs différents chaque année, de cette façon-là le propriétaire il garde sa liberté il peut faire ce qu'il veut avec sa terre à tout moment. Donc aujourd'hui, c'est le phénomène qui se passe à l'heure actuelle en agriculture, en Belgique et ailleurs aussi. Et donc toutes ces terres qui sont louées à l'année, elles sont cultivées de façon industriel, puisque c'est des visions à très court terme. Le fermier qui cultive cette terre là pour un an, il ne va pas investir dans cette terre là, puisqu'il sait que l'année d'après c'est un autre agriculteur qui va la cultiver. Donc voilà, je pense véritablement se prémunir, enfin je veux dire assurer la sécurité alimentaire en Europe, il faut donner accès à la terre à plus de cultivateurs. Au plus il y en a, au plus ça apporte de la sécurité. Je pense que ça c'est quelque chose que tout le monde peut comprendre. C'est-à-dire qu'avant, il y a 50-100 ans, les gens ils faisaient 50 mètres ou 100 mètres et ils allaient chercher leur lait chez le fermier voisin.

Ça c'était de la sécurité alimentaire. Aujourd'hui, on est dans l'extrême inverse. Parce que beaucoup d'agriculteurs veulent des terres, mais c'est juste que la législation fait que ce n'est pas possible. Voilà, c'est ça le gros problème. Moi, personnellement, j'ai commencé mon activité en 2012, et j'ai pris un risque, on va dire ça comme ça. Et donc, en 2000, pourquoi je dis que je n'avais pas de sécurité? C'est-à-dire que je l'ai loué à un fermier, lui n'était pas propriétaire. Donc, il avait un bail sur cette parcelle-là. C'était de la sous-location en fait. Et donc le propriétaire, ça ne lui plaisait pas, ce qui peut tout à fait se comprendre, parce que moi je payais un loyer au fermier, un loyer qui était plus élevé que ce que lui ne payait comme

fermage à son propriétaire. Et donc le propriétaire, il a fait des démarches en justice pour récupérer sa terre, puisque son sous-locataire ne respectait pas les conditions du bail, ce qu'il comprend, et donc le propriétaire, il a récupéré, il a pu reprendre la main sur ses terres. Ce propriétaire n'est pas agriculteur. Et donc il a pu reprendre, il a récupéré les droits sur ses terres, et puis moi j'ai cru que j'allais pouvoir m'entendre avec le propriétaire, et ça n'a pas été le cas. Et donc j'ai dû quitter cette terre.

Et donc voilà, c'était une terre de 1 hectare, enfin je cultivais 1 hectare 40 et le propriétaire avait un hectare 20 en propriété, donc moi j'ai perdu un hectare 20. Ce propriétaire n'a pas voulu continuer avec moi. Voici un exemple, quand on veut cultiver correctement, produire, on doit investir dans un tas de choses. Donc si on n'a pas une garantie, que si on investit et qu'on aura l'autre outil de travail qui est la paire et qu'on l'aura pour une durée suffisamment longue, automatiquement on peut se comprendre qu'on ne va pas risquer d'investir. Oui c'est sûr. Donc entre propriétaire et locataire. Tu as soit le contrat c'est le bail qui peut courir pendant 20 ou 30 ans. Donc ça c'est en tant que propriétaire.

Et donc ça c'est la situation idéale pour le producteur, qui lui offre vraiment la sécurité. Mais bon voilà, actuellement tous les propriétaires, la grosse majeure partie des propriétaires, ils ne veulent plus rentrer dans ce schéma-là. Et donc après, qu'est-ce qui se passe? C'est que tu as les fermiers qui sont établis, qui ont une ferme avec 50, 100 hectares, enfin bon bref, et puis ces fermiers-là, ils ont des terres en propriété et en bail, on va dire ça comme ça, ça c'est leur ferme de base si je puis dire, et puis à côté de ça ils vont louer à l'année des terres en plus de leur surface de base pour cultiver des pommes de terre ou pour cultiver du maïs. Ça se fait de plus en plus, parce que les propriétaires ils veulent garder la liberté sur leurs terres. Et ça, le travers de ça, c'est que ces terres qui sont cultivées chaque année par un fermier différent, par un producteur différent, ces terres-là, elles se détériorent d'année en année. Le but c'est d'en tirer le maximum chaque année et donc si on doit démolir la terre pour récolter parce que les conditions sont pas bonnes etc. ben on s'en fout parce que de toute façon l'année d'après c'est un autre qui va la cultiver. Et donc ça c'est un problème je pense environnemental parce que c'est des terres où il sait qu'il va la cultiver pendant 20 ans, eh bien, son approche sera tout à fait différente. Il va préserver son outil de travail pour qu'il produise au mieux pendant le temps. Donc il va faire tout pour la soigner, si je puis dire.

- À quel prix achetez-vous les matières premières ? À quel prix revendez-vous vos produits finis au consommateur final ? Quel est votre coût de production ?

Je suis en culture biologique, donc on n'utilise pas d'engrais chimiques, on n'utilise pas de pesticides chimiques. Ma matière première, c'est la main d'oeuvre. C'est ça qui me coûte. Après il y a tous des investissements qu'on fait, je vais dire comme un hangar par exemple, comme une chambre froide, tu vois ce que c'est des investissements qui ne sont pas directement liés à la production. Ce que je veux dire par là c'est que pour produire une salade, produire une salade en elle-même ça coûte rien. Mais après tout autour il y a toute une infrastructure qui coûte globalement et c'est ça qui est difficile en maraîchage de donner un coût global, mais après donner un coût spécifique par culture, ça c'est compliqué. Mon fils, il doit faire une projection de comptabilité, et il lui demande des choses qui sont faciles à faire en agriculture à plus grande échelle, sur une ferme où s'ils ont 100 hectares, ils ont 25 hectares de betteraves, donc là on sait vraiment faire, par culture, on sait vraiment bien établir par culture la rentabilité, combien il coûte et combien il rapporte. En maraîchage c'est beaucoup plus compliqué. C'est beaucoup plus compliqué.

- La quantité produite correspond-elle à la demande ? Est-ce que vous revendez toutes les quantités produites ou vous en jetez ? Est-ce qu'il y a trop ou trop peu de demande ?

Oui, en général la quantité produite est la même quantité vendue, maintenant je vends plus que ce que je produis puisque je fais de l'achat-revente. Ça c'est assez important aussi parce que si on veut écouler notre production, on doit avoir une diversité qui va attirer le client. Et donc là, l'achat-revente au fil du temps prend un peu plus d'ampleur puisque la clientèle s'agrandit. Au début, je faisais moins d'achat-revente que ce que j'en fais maintenant. Pourquoi? Parce que la clientèle est plus importante. La fidélisation aussi est plus importante. Il y a souvent des périodes où on a très peu de légumes comme maintenant.

- Est-ce que le changement des habitudes alimentaires des consommateurs a changé votre manière de produire ou votre volume de vente ? Car de plus en plus de personnes sont soucieux de l'environnement et veulent manger plus durable. Selon vous, est-ce que les consommateurs achètent des produits locaux ou plus de produits importés ?

Vous savez qu'en ce moment les gens changent un peu leur point de vue bio pour faire attention à l'environnement etc. Mais bon, oui, il y a eu le Covid, bien sûr, qui a fait exploser l'attrait du nombre, qui a fait exploser le nombre de clients qui étaient intéressés. Ça s'est dépassé si je puis dire. Je pense que de toute façon c'est une minorité de gens qui, par rapport à la population, je pense que c'est une minorité de gens qui s'intéressent véritablement au circuit court, à la production locale. C'est peut-être pas très optimiste ce que j'ai dit, mais bon c'est comme ça, je

pense que la majorité des gens ils vont en grande surface. Bon je fais un marché aussi le samedi matin, mais sur le marché, il y a deux ou trois gros marchands des fruits et légumes industriels, on va dire ça comme ça, conventionnels, et nous on est deux ou trois petits producteurs, la majorité des gens vont chez les gros marchands. Et donc sachant que la proportion des gens qui vont au marché, c'est quand même une minorité de gens qui font la démarche d'acheter des produits bio et vraiment locaux. Parce que c'est une démarche, ça demande un effort de la part du consommateur. Parce que aller chez le petit producteur qui ne vend que ses légumes ou aller au supermarché où il y a tout à disposition, ce n'est pas le même effort.

- Est-ce que l'augmentation du coût de l'énergie et l'inflation de ces dernières années ont affecté votre processus de production, votre chiffre d'affaires ? Est-ce que les crises ont eu un impact sur les matières premières et donc sur la production ?

Oui. Mais je vais dire, étant donné que ma matière première principale, c'est la main d'œuvre, je vais dire que ça m'a au moins impacté que peut-être d'autres producteurs. Juste par rapport au coût de l'énergie, etc. mais pas spécialement de la matière première ni de la main d'œuvre d'ailleurs. Non, non, parce que de l'énergie et des engrais chimiques, je n'ai pas une grande consommation.

- Est-ce que les conditions climatiques affectent votre production ? Comment ?

Bien sûr. Entre le moment où j'ai commencé en 2011, avant, jusqu'en 2015, 2016, il fallait jamais arroser. Maintenant, cette année, il pleut tout le temps, mais il y a quelques années, on a connu des périodes de sécheresse. Donc là, oui, bien sûr. Et puis bon, quand on planifie les cultures, ben je vais te dire, il y a une évolution, même si on s'en rend pas compte, mais il y a une évolution dans le sens que il y a des légumes qui arrivent plus tôt parce qu'il fait plus chaud, quoi. Ou on cultivait certaines choses plus tard parce qu'il fait plus chaud. Oui, le planning s'est adapté aux conditions climatiques. C'est quelque chose qui s'est fait de façon insensible si je puis dire, mais si on pouvait comparer les dates de récolte il y a 7-8 ans ou de maintenant, ça a sans doute changé. Il y a des légumes qu'on peut faire, qu'on ne pouvait pas faire avant. Par exemple, la patate douce. Après, il y a des légumes où ça devient plus compliqué à faire. Il n'y a pas de légumes qu'on ne peut plus faire, mais ça devient plus compliqué. Ça demande plus d'eau, il faut plus arroser ou alors il fait trop chaud. Par exemple, les choux de Bruxelles, il y a des années où quand il fait très chaud, on n'a pas de bonnes récoltes.

- Exportez-vous vos fruits et légumes ? Si oui, pourquoi, où, en quelle quantité, à quel prix ? Si non, pourquoi ? Pensez-vous le faire ? La législation actuelle favorise-t-elle l'exportation ?

Non, je vends seulement en Belgique dans un rayon de 25-30km.

Interview 3: High Five coffee – importateur belge de café

- M'autorisez-vous à enregistrer cet interview ?

Oui oui pas de soucis.

- Pouvez-vous m'expliquer le processus d'importation de vos produits ? Quels sont les produits que vous importez ? Ce que vous faites, le concept ? D'où viennent ces produits ?

Donc ici nous on est ce qu'on appelle un specialty coffee, roastery, donc en fait on importe du café vert de spécialité qu'on torréfie sur place et qu'on vend à la consommation en B2C, en take-away ou sur place en tant que consommation mais aussi on fait du packaging et du café en grains avec une gamme de 18 cafés mais par gamme de 9 en fonction des récoltes parce qu'en fonction des continents, les récoltes ne sont pas les mêmes.

Comme on est une Specialty Coffee Rostery, on travaille en fait avec des cafés comme on dit de spécialité qui sont cotés par la SCA, la Specialty Coffee Association. C'est quoi un café de spécialité ? Donc déjà en fait, on part sur du 30% arabica, parce qu'on va dire que globalement il y a deux grosses plantes, deux gros arbustes, le robusta et l'arabica. La différence entre les deux va être l'altitude à laquelle il va pousser.

On va tous les jours à la ferme chercher notre lait, on embouteille nous-mêmes, on fait notre propre pâtisserie maison. C'est plus le fait d'avoir un commerce de proximité, voir les gens un peu tous les jours, essayer d'égayer un peu leur journée. Alors que quand tu te transformes en Toré Factory ou autre chose qui fait exclusivement du B2B, ça ne me galvanise pas. C'est plus simple économiquement, c'est moins de staff, c'est moins de charges fixes. Mais de mon point de vue, ce n'est pas autant enrichissant alors qu'ici on a plein de contraintes, les journées sont dures, sont longues, tu fais face à tellement d'émotions avec des gens qui viennent tristes mais qui repartent contents, ça reste du service Horeca quelque part aussi. Donc c'est beaucoup de contraintes, cependant, avec un peu plus de fierté le soir quand je vais me coucher, de me dire que j'ai un peu servi à quelque chose.

- D'où proviennent vos produits ? Pourquoi ce choix ?

Pour le café de manière générale, si on prend la map ici, on dit que la coffee belt, la ceinture du café, d'un point de vue altitude, d'un point de vue temps d'ensoleillement, humidité, contraste de nuit et de jour, font que tu vas donc entre tropiques capricornes et cancer donc tu vas partir du El Salvador jusqu'au sud du Brésil avec un peu le Chili aussi. Ici en Afrique centrale tu vas de l'Éthiopien jusqu'à l'Ouganda, l'Inde, Papoua-Nouvelle-Guinée, Sumatra, Java et l'Australie a commencé depuis 20 ans peut-être à faire pousser du café, sachant que pour qu'un plant fasse ses premières fleurs, qui vont après générer une cerise, il faut 5 ans. Et seulement au bout de ces 5 ans, elle va commencer à faire une fleur, etc. Ensuite, quand elle aura fait son premier processus, les autres années, il ne faudra pas attendre 5 ans, mais la première croissance est importante et elle a besoin de ces cinq années-là.

- Quelle quantité importer vous sur une année ? Quelle quantité produisez-vous et vendez-vous ? Avez-vous des quotas d'importation ?

Sur une année entre 5 et 7 tonnes. Et rien que pour le shop, par rapport à ce qu'on vend en B2C, en Take-away sur place, c'est vrai qu'on est déjà à 3 tonnes sur l'année. Donc on est minimum 3 tonnes. Disons qu'on est presque sur un 50-50 entre la consommation shop et la vente B2C ou B2B aussi. En fait, B2B n'a pas été quelque chose qu'on a ciblé. Je n'ai pas envie de vendre à des entreprises, je n'ai pas envie de vendre à des restaurants. C'est un autre type de travail, tu dois à ce moment-là aussi avoir une cellule de machine, etc. Et dans le business model, ça ne rentrait pas en fait.

Non je n'ai pas de quotas d'importation. Mais parce que je pense que j'arrive pas là, on ne commande pas assez. Quand tu vois Belco et Efico, qui sont les deux plus gros importateurs belges, et notamment Efico, je crois qu'il est le deuxième mondial, en importation de café vert, mais pas en café spécialité. Ils font plus que 7 tonnes à l'année. Mais après c'est depuis le Transatlantique qu'il y a un quota.

- À quel prix achetez-vous les matières premières ? À quel prix les revendez-vous au consommateur final ? Quel est votre coût de production ?

Je te dis, micro-plantation, café de spécialité, café coté. Moi, j'achète très cher mon café. Donc on est aux alentours de... Honnêtement, tu vas rire... entre 12 euros le kilo et j'ai des spéciales éditions, des cafés qui montent à 30 balles le kilo. Comparé à de la grande distribution, quand

tu prends des cafés qui ne sont pas côté etc. , tu le touches à ,je pense je sais pas parce que on en vend pas, mais d'expérience 3 euros le kilo 2 euros 50.

A ce moment-là, on parle d'énorme Finca où il n'y a pas de protection de parcelles et ils vont produire et produire et produire et surtout tu vois, il y a des calibrations, donc par exemple, tu vois si je prends un Bouroundais, il est 15+, et ça c'est la calibration du grain. Donc il faut savoir que dans la SIE, il va y avoir des classifications, il va y avoir des grades, donc ça veut dire que par exemple, celui-là il est en grade 84+ sur 100, et en grade il est 15+, en termes de calibre de grain. En Amérique du Sud, ils parlent en AA, AAA, AB, etc. pour classer leur grain. Ces choses-là vont déterminer aussi un certain prix. C'est pour ça aussi qu'une finca qui va faire une spécialité coffee va avoir le droit de vendre ce café beaucoup plus cher. Alors que dans un café qui est de non spécialité, et là je ne parle pas encore du côté éthique, bio, pas bio. Là on va juste parler du produit en lui-même. Et, il y a des Fincas qui n'ont pas ces calibrations-là ou alors qui, dans la calibration, vont tomber en deçà. Parce qu'il y a une bourse du café. Et à ce moment-là aussi le prix peut être amené par rapport à l'offre et la demande. Et donc ça va influencer aussi énormément le prix.

Et alors en marge brute, je ne vais pas dans la normalité. C'est-à-dire que dans notre business model, c'était l'accessibilité. Même si on sait qu'on travaille avec des produits de qualité et où on paye, on ne rentre pas dans le fait de faire de plus une marge brute de 70% ou un truc comme ça. Non, pas du tout. On a décidé de jouer le billet de réduire cette marge, de faire une marge brute assez petite, mais de miser sur l'accessibilité et sur la régularité de la consommation en fait. Donc je sais que toi tu auras notre, je sais pas si je prends le Guatemala, par exemple, les 250 grammes, les vrais 250 grammes parce que bon encore une fois en fait un kilo de café vert te rend 800 grammes de produits finis. D'accord et notamment le Guatémaliens, je l'achète à 14 euros le kilo et on vend 12,75 TTC les 250 grammes. Donc on va faire une fois 4. Ce qui n'est pas dans la normalité ou avec les ventes de café en grande distribution. Ou si tu vas à Bruxelles dans un speciality, il ne font pas une fois quatre sur leur café. Mais ils ont raison. Nous, on arrivait ici à l'époque en plein Covid, mais avec le premier spécialité coffee de la région Wallonne, si ce n'est du Brabant Wallon parce qu'on avait ouvert avant. Donc il fallait introduire aux gens qu'est-ce que c'était le café spécialité. Tu te retrouves à acheter un Ougandais chez nous à 7,50€ les 250 grammes, c'est le prix que tu as au kilo dans un supermarché, tu vois. Il fallait aussi un peu préparer le terrain.

Et donc il y avait aussi ça, tu vois, c'est ne pas choquer les gens et puis se mettre à la place des gens, ce qui défie tout le business model, c'est quoi mon budget, qu'est-ce que je peux, qu'est-ce que je peux pas, pour beaucoup de nos prix, on a fait comme ça. Et certes avec aussi la base

du coût du produit, on est d'accord, mais voilà, je m'étais mis dans différentes cases et après je me suis mis après dans ma case réelle à moi, qu'est-ce que potentiellement je pourrais dépenser par mois en café? Je peux pas aller au-dessus de 100€. Et encore si je fais ça c'est parce que je me fais plaisir. Idéalement 80€ par mois ce serait mon budget café. Et donc en pensant que pour un travailleur, il y a des gens qui vont dépenser beaucoup plus, des gens qui vont dépenser beaucoup moins. d'où le fait que, voilà, avec l'inflation, on n' a pas augmenté le prix, c'est toujours à 2 euros, ça fait 3 ans et demi qu'il est à 2 euros, les petits sont à 2 euros.

- La quantité importée correspond-elle à la demande ? Est-ce que vous revendez toutes les quantités importées ou vous en jetez ? Est-ce qu'il y a assez de demande ?

Donc, il n'y a pas de gaspillage. En plus, on travaille avec des micro-plantations. Par exemple, j'ai eu du Colombia tabi. J'ai eu droit à trois sacs de 25 kilos. C'est tout ce que j'ai pu avoir de la production de la Finca. J'ai eu trois sacs de 20 kilos de café Rwandais, c'est tout. Donc disons que en dehors du fait qu'il n'y a pas de gaspillage, toutes les Finca avec lesquelles je travaille, ne peuvent pas forcément répondre à ce que même le client voudrait en fait. J'ai plein de gens qui me recommandent le tabi mais non, faut attendre l'année prochaine, pas le choix. Donc c'est le bon côté, le moins bon côté de la chose mais c'est ça aussi le but derrière, c'est quand tu travailles des micro-plantations, t'as pas tout, tout le temps, et c'est pour ça aussi qu'on fonctionne avec certes 18 cafés, mais par 8 à 9, et qu'on échange, et donc c'est comme ça qu'on travaille.

Après aussi, il n'y a pas de gaspillage pour diverses raisons, j'ai eu la chance de vivre en Amérique du Sud pendant 4 ans. J'ai travaillé dans des Finca de cafés aussi. Je vois le travail que c'est. Et donc voilà, gaspillage non. C'est pareil avec le lait, on va toujours à la ferme chercher le lait et on fait attention à ne pas jeter et ça franchement ce n'est pas une question d'économie, c'est plus une idée de respecter le travail fourni des gens et juste, en fait, on participe à la consommation avec ce qu'on a créé. Mais si on peut essayer de le faire de manière un peu plus intelligente et se dire, ben non, il n'y a pas de soucis, quand y'a plus, y'a plus. J'ai travaillé aussi pour des sociétés où c'est fully past your case. Comme ça, tu augmentes tes ventes de 20% même si tu fais 15% de jet en fin de journée.

Moi, ça me rendait malade. Et alors ça, tu vas créer par contre de la frustration parce que des fois, il y a malheureusement le client qui à chaque fois qui vient pour un truc il n'y est pas, alors

qu'après on l'a tout le reste de la semaine. Il suffit que quand tu as le coup de malchance ça crée une frustration mais au moins on ne jette rien.

Donc la production du matin est partie dans la journée. Et ça nous convient. C'est pour ça aussi que notre carte est un peu réduite, on n'a pas mille choses. Ça peut faire aussi que les gens peuvent se lasser. Mais, il n'y a rien à faire. Tous les jours, les gens, ils voient Henri qui est en train de tout faire. Tu manges ton beurre, il date de il y a une heure, les textures sont différentes, donc je pense c'est ce que les gens apprécient aussi. Tout ce qui est ici est fait ici, même le café.

Pour revenir à ta question principale, tout le café qu'on importe, on le vend. Alors il faut savoir qu'on travaille avec un produit vivant. Parfois tu peux avoir des sacs avec des défauts mais qui restent consommables et en fait s'il y a des restes parce que par exemple tu as un sac qui est un peu foireux et qui rentre pas dans les standards de torréfaction parce que comme dans une viande t'as le bleu, le saignant et à point, dans le café dans la torréfaction t'as ce qu'on appelle du blond roast, medium roast et dark roast et donc tu vas jouer beaucoup sur la caramélisation des sucres, etc. Et donc tu développes des courbes. C'est-à-dire que quand tu es arrivé en speciality coffee, chaque café a sa propre courbe. Et donc tu as température, temps de torréfaction. Et tu développes ta courbe en passant à certains moments dans la perte d'eau du grain de café, dans la caramélisation des sucres, dans la transformation des protéines, etc. pour arriver à un goût final. Et donc c'est ça que je voulais arriver à ça et donc parfois quand t'as un café qui a un sac qui a un défaut, parce que ça arrive, surtout qu'en plus tu vois, beaucoup de nos cafés ils sont ce qu'on appelle en natural process, donc c'est-à-dire que post récolte, la cerise est directement mise à sécher au soleil, ensuite on la casse, il la laisse sécher, il n'y a pas de gaspillage d'eau par rapport au wash process, mais parfois tu as une instabilité parce que on va dire que ça c'est là où ils vont faire sécher leur café, le soleil il bouge dans la journée, parfois il va être plus froid, donc parfois tu peux avoir des parties de la récolte où le café aura plus d'humidité, et donc ils vont être un peu hors spectre. Mais ce café il est jamais perdu parce que à ce moment-là c'est les restos du cœur, c'est une banque alimentaire, parce qu'ils sont plus que consommables. C'est juste que, par contre, dans une volonté de vendre un produit avec un certain standard, on ne peut pas, ou alors on peut être confiant. On dit voilà, très bon, juste hors-spectre, prenez ça à la maison.

- Quelles sont les différentes législations auxquelles vous êtes confrontés ? Est-ce que les normes Européennes impactent vos choix de produits importés ?

On a des exigences de traçabilité.

Concernant l'utilisation des machines, j'ai pris une petite machine qui fait 5kg par batch, donc les émissions sont inférieures à une chaudière de maison. Mais si je prenais une 15kg, il y aurait beaucoup de directives par rapport à ça comme la hauteur sous le plafond, ect.

Par rapport au café vert, par rapport à la quantité que je fais venir, je ne suis pas considéré comme un westing plant, donc encore une fois, grâce à cette machine, on reste un petit shop donc on a pas beaucoup de restrictions.

- Est-ce que le changement des habitudes alimentaires a changé votre manière d'importer ou votre volume de vente, d'achat ?

Il y a des périodes de la journée où on va plus être étudiant comme entre 10 et 11, par exemple, c'est 90% étudiant, tu as les changements d'auditoire mais donc il y a des moments qui sont plus propices à certaines personnes, mais il y a quand même des moments où tout le monde se réunit. Tu vois la famille avec la poussette qui prend son café en famille, tu as les parents d'un membre du staff qui sont là qui prennent leur petit café, tu as celui qui fait son mémoire, tu as le prof qui corrige son interro, tu as les chercheurs qui font une pause-café et qui parlent, enfin, et tu as tout ça au même endroit.

Au début, c'était 80% d'étudiants et puis au fur et à mesure cela s'est équilibré. Pour ceux qui aiment les Espresso, c'est plus les adultes qui aiment faire leur pause-café après manger. Mais on reste principalement étudiants dans ce qui nous fait vivre la preuve c'est que juillet et août on travaille vraiment à perte même si ça on travaille moins à perte que les premières années donc je ne vais pas mentir je pense qu'on reste sur du 60 40, on est passé d'un 90 10 à un 60 40.

- Est-ce que l'augmentation du coût de l'énergie et l'inflation de ces dernières années ont affecté votre processus d'importation/ de production ? Est-ce que les crises ont eu un impact sur les matières premières et donc sur la production ?

Pour d'autres choses, le prix du chocolat qui a augmenté, mais le beurre, la farine, les œufs c'est cool, c'est à la ferme, donc on a toujours payé plus cher qu'en supermarché, mais on est content, c'est que l'on n'a pas subi cette augmentation-là, en farine, beurre, lait, œufs. La ferme, elle est restée au x mêmes prix que avant, même avec l'inflation. Le seul truc qu'elle avait augmenté c'est le lait mais de manière raisonnée, on lui prend quand même 2000 litres par mois à la ferme. Et on travaille ensemble depuis trois ans et demi. Avant Covid et avant la guerre en Ukraine,

par exemple, notre beurre, on l'a toujours acheté 11,50 euros le kilo. Qui était à l'époque beaucoup plus cher qu'en supermarché, je sais pas si c'est 6€ ou 7€, maintenant, je crois que c'est même 1\$3 le kilo. Le nôtre, est un beurre de qualité, il est baraté le jour même. Par contre, pour les ingrédients qu'on ne trouve pas dans une ferme aux alentours, Là on a subi l'augmentation très fort. A ce moment, les chocolats il a fallu un moment d'office l'augmenter. Tout ça pour dire que là en trois ans et demi on a augmenté une fois. Même avec l'électricité, on n'avait pas augmenté mais par contre, quand l'Horeca a pris 10% en terme de salaire, on était trop content pour le staff. Mais assumer l'électricité qui faisait x8 plus 11% d'augmentation salariale, là, on a fait une augmentation. Mais par contre, on a fait une augmentation qui ne couvrait pas tous ces frais-là. On est bizarre. Je sais pas qu'on est très bizarres. C'est pas proportionnel. Car sinon on devait faire des cafés à 5€ et on aurait perdu notre clientèle.

Mais nos clients, on les voit tous les jours, on connaît la vie de tous nos clients. On leur parle, des fois ils nous remontent le moral, on leur remonte moral, ce ne sont pas des morceaux de viande. C'est des gens qui galèrent aussi, chacun à son échelle et je sais qu'on n'est déjà pas accessible pour tout le monde mais ça c'est important de respecter les gens qui viennent chez nous et pas juste de faire un calcul bête et méchant de ok ça prend 10%, donc on prend 10%. Car la personne qui vient tous les jours ne viendra plus que une fois semaine et qui perd ?

- Est-ce que les conditions climatiques affectent vos quantités d'importations ?

Il y a toujours une période où j'ai 9 cafés, donc principalement des Africains et des Sud-Est Asiens. Et après, eux disparaissent, entre guillemets, pour avoir les Sud-Américains. Parce que les périodes de récoltes sont différentes, même si les gestations restent les mêmes. Et même si on reste entre le tropique du Capricorne et du cancer, donc toujours dans le même coffee belt, c'est ce qu'on appelle la ceinture du café, les périodes de récolte sont différentes.

○ En fonction des saisons ?

Oui, même si elles sont plus ou moins identiques, mais l'altitude notamment aussi, à laquelle tu plantes le café, vont faire que les récoltes ne se passent pas tout à fait au même moment. Il n'y a pas neuf mois d'écart, mais comme on travaille avec aussi des petites plantations, des lots numérotés, etc., il y a un delta, je veux dire par exemple, tu vas récolter les cafés en Amérique du Sud aux alentours de mars, avril, voir mai, et en Afrique c'est en septembre. Donc tu as quand même un delta de 6 mois entre les deux continents, alors que pourtant tu es dans la même zone, en terme de planisphère.

Les italiens commencent à essayer de faire pousser du robusta en Sicile, presque au niveau de la mer, mais idéalement c'est entre 600 et 900 mètres d'altitude. Et l'Arabica par contre, tu commences à minimum 900 mètres d'altitude et tu peux monter jusqu'à 2400, 2300 mètres d'altitude. La différence va être que l'arbuste va être différent, le robusta va être sur un arbuste petit, plus touffu, et l'Arabica sur un arbuste beaucoup plus long, beaucoup moins touffu. Et la différence principale aussi entre les deux, donc Arabica et Robusta, c'est 9 mois de gestation, enfin 9 mois de croissance. Ce qui se passe juste, c'est que plus tu montes en altitude, moins t'as d'oxygène. Moins t'as d'oxygène, plus ça va ralentir la croissance de la cerise. Et donc en fait, la grosse différence entre ces deux types de cerises là, aussi, donc due à cette altitude, c'est qu'un Robusta va être un café avec plus de caféine, mais moins de sucre, moins de protéines, moins d'amidon, moins d'acide, qui vont faire que l'éventail de saveurs lors de la torréfaction en fait va être moindre comparé à l'arabica. En fait, ce ralentissement de croissance en fait va permettre de passer plus de temps en développant des sucres, des protéines, d'amidon, etc. et qui vont donner un plus grand panel de saveurs dans la torréfaction.

- Exportez-vous votre café ou c'est juste pour l'hôtellerie ? Si oui, pourquoi, où, en quelle quantité, à quel prix ? Si non, pourquoi ? Pensez-vous le faire ?

Je fournis mon café principalement en Belgique, après j'envoie parfois à l'étranger mais c'est à des amis et donc j'ai déjà exporté en chine quand j'avais des nouveaux profils de café mais seulement pour faire plaisir parce que ce sont des copains. Mais nous vendons en Belgique uniquement

- Avez-vous pensé à une alternative plus locale et moins chère qui est la chicorée ? Si oui, pourquoi, si non pourquoi ?

Non. Point de vue goût et aussi point de vue savoir-faire. C'est pas la même chose, c'est comme si tu demandais à un poissonnier de devenir boucher. C'est un produit qui est différent, je ne sais même pas comment on torréfie la chicorée.

Même le robusta, ce n'est pas la même plante, c'est une manière totalement différente de torréfier.

En dehors de la dépendance, de pollution, d'avion, de bateau, etc., j'aime travailler ce produit, c'est un produit vivant, chaque récolte est différente, quand tu le respectes, que tu fais abstraction de tes propres goûts et tu travailles pour en sortir quelque chose de particulier.

Ici avec les ateliers qu'on va faire autour du café, sur l'histoire du café, son impact historiquement parlant, c'est un produit qui a une importance folle. Pendant la guerre 1945, par exemple, le café était une monnaie, comme le savon Marseille, et donc c'est pour ça, nos parents, grands-parents, ils avaient encore parfois du café vert dans le grenier. Il y a l'impact qu'il a eu sur la religion, en politique, etc., c'est un produit qui est rempli d'histoire, c'est un produit un peu ancestral.

Il y aura une fin, et je ne dis pas, que s'il continue à avoir de grosses restrictions, etc peut-être. Ma manière de travailler c'est d'avoir une communication avec le fermier, un respect de la plante, une passion. Enfin, j'aurais peut-être ça avec de la Chicorée aussi attention mais pour le moment non.

Il faudrait actualiser toute ma carte parce que faire un café latte à la Chicorée, je sais pas peut-être que oui, j'en sais rien je connais pas ce produit, si, je me souviens de ça chez ma grand-mère mais ce n'était pas bon. Ce ne serait pas seulement changer de produit à torréfier, à ce moment-là, c'est changer tout ma carte. Donc pour vraiment non, ça ne fait que 3 ans et demi qu'on est ouvert.

Mais il faudra se réinventer, on verra comment le monde va évoluer, les tensions politiques. Et on verra si du jour au lendemain, parce que le traité transatlantique était très problématique au niveau de l'importation de beaucoup de produits.

Mais si, demain ils ferment les frontières en termes d'importation de produits, oui, si il faut, je change tout. Tant qu'il n'y a pas d'obligation, je ne pense pas le faire dans les 5-10 prochaines années.

- Pensez-vous à une alternative pour diminuer cette importation massive de café ?

Dans mon secteur d'activité, malheureusement, en Europe, actuellement, on n'a pas encore trouvé par rapport au plan d'arabica même si dans l'arabica tu as plein de grains différents un peu comme le vin. Moi je fais souvent des analogies au vin parce qu'on va parler de cépage, on va parler de terroir et en fait dans l'Arabica tu vas avoir du Katoai, tu vas avoir du Vermello, tu vas avoir du Montonouero, plein de grains différents en fait. Mais pour le moment, on n'a pas encore trouvé des choses à faire pousser en Europe. Du au réchauffement climatique, etc. On sait que l'Arabica est voué à être condamné. Et donc, ça fait quelques années que les chercheurs ont essayé de développer aussi la Robusta. Où ils essaient de mélanger l'Arabica et le Robusta ensemble. Parce que ce qui se passe c'est que l'Arabica est extrêmement fragile et donc en dehors du fait du réchauffement climatique, il y a pas mal aussi de maladies que ces plantes

n'ont jamais eues à 2000 mètres d'altitude mais qu'à cause du réchauffement vont avoir parce que certaines bactéries qui étaient tuées par le froid dans l'altitude commencent à pouvoir monter et donc la plante n'est pas faite pour résister à ça. Et donc c'est pour ça qu'il y a pas mal de maladies qui commencent parfois à toucher ces plants-là.

Il n'y a pas vraiment d'alternative pour trouver des produits aussi qualitatifs en Europe. La Robusta. Oui, ce serait un nouveau produit un peu à travailler, mais quand même avec une base un peu similaire. Le café est le cœur de notre business.

Donc, l'alternative pourrait être là, elle n'est pas dans ma vision. Il y a une cliente qui m'avait parlé du café de Seigle, une espèce d'alternative aussi au café qui se torréfiait. Et donc ça, plus aussi la chicorée, encore une fois comme je dis, je crois qu'il y en a plein d'alternatives, mais ça veut dire tout changer et je reste passionné par l'Arabica.

Après regarde avec l'Italie parce je sais que ils vont commencer à faire du Robusta. Mais encore une fois, est-ce que ça va aller? Parce qu'il y a besoin du taux d'humidité, il ne faut pas un contraste de 8 jours de plus de autant de degrés et dans la stabilité de climat dans laquelle on est, surtout en plus entre 600 et 900 mètres d'altitude. On va dire que les cafés qui poussent à plus de 2000, ok, ils ont aussi des répercussions climatiques, mais peut-être pas autant que nous à 600 mètres altitude où un jour il va faire 40 et puis le lendemain il va faire 8. Donc c'est ça la dangerosité avec des plantes qui poussent plus bas c'est que l'instabilité de climat est plus forte.

Par contre, si un jour on arrive avec des cafés de synthèse, je pense que je n'aurais pas envie de tester ça. Dans l'idée, c'est quelque chose qui est créé, qui est synthétisé, ça ne me tente pas. Maintenant si demain, quelqu'un a fait ça et puis en plus ça serait un café belge, par exemple. Je le ferais pour le côté, bon on a du café mais si le projet est intéressant, etc. et que ça pourrait être quelque chose de national.

Résumé :

À quel point l'Europe est-elle dépendante du reste du monde dans l'industrie agroalimentaire ? Un protectionnisme européen est-il possible et avantageux afin de réduire cette dépendance ?

Au départ, l'Europe a un excédent de surface cultivable et pourrait donc être autosuffisante. Les échanges intra-européens sont favorisés par rapport aux échanges extra-européens par la proximité géographique et le libre échange européen. Cependant, les crises, l'augmentation des prix, les ressources limitées, le réchauffement climatique et l'expansion démographique baissent la quantité de production alimentaire qui permet d'assurer la sécurité alimentaire mondiale. Ces facteurs ont un impact négatif sur la consommation ainsi que sur la production et favorisent donc l'importation, y compris concernant les produits alimentaires pour lesquels l'Europe est autosuffisante initialement. Ceci oblige néanmoins les producteurs européens à se diversifier pour pouvoir survivre. Les exportations, quant à elles, garantissent une sécurité alimentaire grâce à la balance commerciale positive. L'Europe est donc dépendante du reste du monde dans l'industrie agroalimentaire.

Différentes solutions peuvent être mises en place pour lutter contre cette dépendance comme encourager la production locale, changer le comportement des consommateurs et des décideurs ainsi que favoriser une transition agroécologique réussie. De plus, un équilibre entre les politiques de libre-échange et le protectionnisme peut être avantageux afin de garantir la sécurité alimentaire mondiale tout en protégeant les producteurs européens. En effet, le libre échange permet une diversité de produits, une spécialisation avec des coûts de production plus bas et une meilleure compétitivité. Le protectionnisme, quant à lui, limite la concurrence déloyale, fait respecter les normes environnementales et sociales et protège les producteurs locaux. Le protectionnisme est donc possible mais pas avantageux sans libre-échange.

UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN
Louvain School of Management

Place des Doyens, 1 bte L2.01.01, 1348 Louvain-la-Neuve
Boulevard Emile Devreux 6, 6000 Charleroi, Belgique
Chaussée de Binche 151, 7000 Mons, Belgique
www.uclouvain.be/lsm